



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 24 JUILLET 1909.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1957

Nominations

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 21 juillet 1909.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, de nommer conseillers en loi du Roi, par commission sous le grand Sceau, les personnes dont les noms suivent :

District de Montréal.—Charles A. Cahan, Montréal, Arthur E. J. Bissonnet, Montréal.

District de Québec.—Louis Georges Demers, Québec. 3167

Proclamations

Canada.
Province de
Québec.
[L. S.]

C. A. P. PÉLLETIER.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 24th JULY, 1909.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1958

Appointments

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 21st July, 1909.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council, has been pleased, to appoint King's Counsel, by commission under the great Seal, the following persons :

District of Montreal.—Charles A. Cahan, Montreal, Arthur E. J. Bissonnet, Montreal.

District of Quebec.—Louis Georges Demers, Quebec. 3168

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

C. A. P. PÉLLETIER.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER,
Assistant-Procureur-Général } **A**TTENDU que
suppléant. } dans et par un
acte du Parlement de
Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième année du Règne de feu Sa Majesté la Reine Victoria, et intitulé: "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est entre autres choses décrété que "le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand sceau de la Province, devant venir en force au jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de la Province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants;" **E**T ATTENDU que nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté de Pontiac, dans le district de Pontiac, dans Notre Province de Québec, en un canton sous le nom de canton "Brodeur".

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par notre présente proclamation royale, établissons en un canton, sous le nom de canton "Brodeur", cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté de Pontiac, dans le dit district de Pontiac, dans Notre dite province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le rapport de l'honorable Jules Allard, Notre Ministre des Terres et Forêts, dans Notre dite province de Québec, fait au Lieutenant Gouverneur de Notre dite province, savoir :

Le canton "Brodeur" situé dans le comté de Pontiac, à l'ouest du lac Expance et au sud du lac Des Quinze, est borné vers le nord et le nord-est par les dits lacs Expance et Des Quinze, au sud par les terres vacantes de la Couronne, à l'est par le canton Devlin (projeté), et à l'ouest par le canton Latulippe, son périmètre peut être décrit comme suit, savoir : partant du coin nord-est du canton Latulippe qui est aussi le coin nord-ouest du dit canton "Brodeur" la limite est du dit canton Latulippe, sur la course sud astronomique et sur une longueur de cinq cent quatre-vingt-dix (590) chaînes, de l'extrémité sud de cette longueur une ligne courant est astronomique, sur une longueur de six cent soixante-six (666) chaînes ; de l'extrémité est de cette dernière ligne une autre ligne courant nord astronomique et longue de trois cent quatre-vingt-deux (382) chaînes, plus ou moins, jusqu'à la rive d'une baie du dit lac Expance ; de là enfin, dans des directions générales nord-ouest, ouest et sud-ouest, la dite rive du lac Expance et celle du dit lac Des Quinze qui leur fait suite, jusqu'au point de départ.

Toutes les îles des lacs Expance et Des Quinze situées en front du territoire ci-dessus décrit et qui sont plus rapprochées de la rive sud que de la rive nord font partie du dit canton. Le territoire ci-dessus décrit, y compris les dites îles, couvre une étendue de cinquante-trois mille (53,000) acres, plus ou moins, tel que le tout appert du diagramme ou plan du dit territoire annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres et Forêts.

ET DE PLUS, conformément aux dispositions du dit acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le TRENTIEME jour du mois de JUILLET courant, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente Proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING :

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER,
Acting Deputy Attorney } **W**HEREAS, in
General. } and by an act
of the Parliament of
Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, made and passed in the thirtieth year of the Reign of Her late Majesty Queen Victoria, and intituled: "An Act for the union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, and the government thereof, and for the purposes connected therewith," it is, amongst other things, enacted that "the Lieutenant-Governor of Quebec may, from time to time, by proclamation, under the great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec, in which townships are not yet constituted, and fix the metes and bounds thereof;" **A**ND WHEREAS We have thought proper to constitute that certain extent of Our wild lands, situate and being in the county of Pontiac, in the district of Pontiac, in Our Province of Quebec, into a township under the name of the township "Brodeur."

THEREFORE, under the authority of the aforesaid Act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted, and by this Our Royal Proclamation, We do constitute into a township, under the name of township "Brodeur", the said extent of Our wild lands, situate and being in the said county of Pontiac, in the said district of Pontiac, in Our said Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable Jules Allard, Our Minister of Lands and Forests, in Our said province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said province, to wit :

The township "Brodeur" situate in the county of Pontiac, to the west of lake Expance and to the south of lake Des Quinze, is bounded on the north and north east by the said lakes Expance and Des Quinze, on the south by the wild lands of the Crown, on the east by the township Devlin (projected), and on the west by the township Latulippe, its perimeter may be described as follows, to wit : starting from the north east corner of the township Latulippe, which is also the north west corner of the said township "Brodeur", the eastern boundary of the said township Latulippe, on a south astronomical course and for a length of five hundred and ninety (590) chains ; from the southern extremity of this length a line running astronomically east for a length of six hundred and sixty six (666) chains ; from the eastern extremity of this latter line another line running astronomically north for a length of three hundred and eighty two (382) chains, more or less, to the shore of a bay of the said lake Expance ; thence finally in general north west, west and south west directions, the said shore of lake Expance and that of the said lake Des Quinze which follows it, to the starting point.

All the islands of lakes Expance and Des Quinze, situate in front of the territory hereinabove described and which are nearer the south than the north shore, form part of the said township. The territory hereinabove described including the said islands covers an area of fifty three thousand (53,000) acres, more or less, as the whole appears from the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the department of Lands and Forests.

AND MOREOVER, in accordance with the provisions of the said act, We do by these presents declare and ordain that the THIRTIETH day of the month of JULY instant, shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory, bounded and described as above, and each

sera et demeurera, à compter du dit TRENTIEME jour du mois de JUILLET courant, un canton sous le nom du canton "Brodeur", à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton "Brodeur", comme susdit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que le, présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable Sir C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province Québec.

À Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUINZIEME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent neuf, et dans la neuvième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

3137

Canada,
Province of }
Québec. }
(L. S.)

C. A. P. PELLETIER.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

À Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SEPTIEME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent neuf, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le SEPTIEME jour du mois de JUILLET mil neuf cent neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le DOUZIEME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable Sir CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Cheva-

and every portion thereof shall be and remain, from the said THIRTIETH day of the month of JULY instant, a township under the name of the township "Brodeur", all intents and purposes whatsoever, notwithstanding any error in the boundaries, any incorrect name or any other imperfections or omissions respecting the said extent of territory hereby constituted into a township under the name of the township "Brodeur", as aforesaid.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed; WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable Sir C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this FIFTEENTH day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and nine, and in the ninth year of Our Reign.

By command,

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

3138

Canada,
Province of }
Québec. }
(L. S.)

C. A. P. PELLETIER.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SEVENTH of the month of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and nine, you and each of you—GREETING

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the SEVENTH day of the month of JULY, one thousand nine hundred and nine, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear:

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWELFTH day of the month of AUGUST next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable Sir CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight,

lier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-TROISIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent neuf, et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

2811

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes supplémentaires ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date des 23e et 28e jour de juin 1909, à "The Thetford Asbestos Mining Company", par lesquelles les pouvoirs additionnels suivants ont été accordés, à savoir :

Faire les affaires de mine et manufacture d'asbestes ou aucun minéral dans toutes ces branches, et acheter, posséder, louer, acquérir et vendre des mines, minéraux et autres droits de propriété de mines, droits et privilèges, et de miner, exploiter, acquérir, travailler, mouler et préparer pour la vente par aucun procédé, des asbestes et tous autres minéraux ou produits métalliques et minéraux et de manufacturer les produits et produits indirects d'iceux, et de fondre les dits minéraux et autres substances métalliques, et de faire le commerce des produits des dites mines ou manufactures ; acheter, acquérir, posséder, employer, occuper, transporter, louer, échanger, hypothéquer et faire le commerce autrement des immeubles, moulins, machines, vaisseaux, voitures mus par la vapeur, l'électricité ou autrement, et autre propriété, et de miner, fondre, préparer et en aucune manière, et par tout ou aucun procédé manufacturer des métaux, minéraux et autres produits métalliques, et pour les dites fins faire et exécuter tous travaux nécessaires et à propos, et de faire toutes choses convenables et nécessaires, et ériger et maintenir toutes fournaies, forges, moulins, engins, maisons et bâtisses convenables, et ci c'est nécessaire acquérir toute patente, privilèges ou par cession, licence ou autrement le droit d'employer toute patente d'invention ayant rapport aux susdites fins ; construire et faire, acheter, posséder ou louer, améliorer et maintenir et mettre en opération des chemins, routes, barges, vaisseaux ou vaisseaux à vapeur pour le transport d'effets, minéraux et pour autres objets manufacturés et non manufacturés, des et aux mines et travaux de la compagnie et de ou à aucune autre mine à aucun endroit de transport ou ailleurs, et de faire toutes autres affaires nécessaires et faites ordinairement sur iceux, et de construire des quais, bassins et autres travaux et machines en rapport avec les affaires de la compagnie ; agir comme marchands en général et fournir la pension, logement, vêtement et provisions et en général tous les objets à ceux engagés dans ou auprès des travaux de la compagnie et de faire des contrats pour fournir les dits objets ; de temps en temps demander, acheter ou acquérir par cession, transport ou autrement et exercer, faire et posséder tout statut, ordonnance, ordre, licence, pouvoir qu'aucun gouvernement ou autorité suprême, municipale ou locale, ou toute corporation ou autre corps public peuvent être autorisés à décréter, faire ou octroyer et de payer pour, aider, contribuer pour la mise en opération d'iceux, et approprier aucun stock de la compagnie,

Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY THIRD day of JUNE, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and nine, and in the ninth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Crown in Chancery.
Quebec.

2812

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the joint stock companies' incorporation act, supplementary letters patent have been issued under the great seal of the province of Quebec, to the "Thetford Asbestos Mining Company", dated 23rd and 28th day of June, 1909, by which the following additional powers granted to wit :

To carry on the business of mining and manufacturing asbestos or any mineral in all its branches, and to purchase, hold, lease, acquire and sell mines, minerals and mining and other property rights, easements and privileges, and to mine, quarry, get, work, mill and prepare for sale by any process, asbestos and all or any other minerals or metallic products and ores, and to manufacture products and by-products there from, and to smelt such ores and other metallic substances, and to trade in the products of such mines or manufactures ; to purchase, acquire, hold, use, occupy, sell, convey, lease, exchange, hypothecate and otherwise deal in real estate, mills, machinery, vessels, vehicles propelled by steam, electricity or otherwise, and other property, and to mine, smelt, dress and in every way or any manner, and by every or any process to manufacture ore, minerals, and metallic or other products, and for such purposes to make and execute all necessary and proper works, and to do all necessary and proper acts, and to erect and maintain all suitable furnaces, forges, mills, engines, houses and buildings, and if necessary to acquire any patent, privileges or by assignment, license or otherwise the right to use any patent invention connected with the purpose aforesaid ; and to construct and make, purchase, hold or lease, alter and maintain and operate any roads, ways, barges, vessels, or steamers for the transportation of goods, minerals or other property manufactured and unmanufactured, from and to the mines and works of the company, and from or to any other mines to any places of transshipment or elsewhere, and to do all other business necessarily and usually performed on the same, and to construct wharves, docks and other works and machinery in connection with the business of the company. To act as general storekeepers and provide board and lodging, clothing and provisions and generally all supplies, to those engaged in or about any of the company's works, and to contract for the providing of same. From time to time to apply for, purchase or acquire by assignment, transfer or otherwise and to exercise carry out and enjoy any statute, ordinance, order, license, power, which any government, or authorities supreme, municipal or local, or any corporation or other public body may be empowered to enact, make or grant and to pay for aid in contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's stock, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expense thereof. To carry on any other

obligations et actif pour payer les frais, charges et dépenses nécessaires d'iceux; faire toutes autres affaires manufacturées ou autrement, mais en rapport aux susdits objets qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être convenablement conduites en rapport avec les affaires ou objets de la compagnie; demander, acheter ou acquérir autrement toutes patentes brevets d'invention, licences, loyers, concessions et aussi accordant tous droits exclusifs ou non exclusifs ou limités, pour employer aucun secret ou autre information quant à aucune invention qui peut paraître capable d'être employée pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître calculée pour le bénéfice de cette compagnie, et employer, exercer, développer ou octroyer des licences en rapport d'iceux ou autrement mettre à profit les biens, droits, intérêts à l'information ainsi acquise; acquérir les entreprises, actifs ou biens de toutes personnes, sociétés ou corporations faisant maintenant les mêmes affaires ou des affaires y ayant rapport, les payer soit en tout ou en partie en argent, ou en tout ou en partie en obligations, ou en tout ou en partie en stock de la dite compagnie; acquérir et posséder des actions, obligations ou autres garanties de toute autre compagnie ou corporation faisant les mêmes affaires que celles que cette compagnie est autorisée à faire et durant la possession d'iceux, exercer tous les droits et pouvoirs de propriété; louer, vendre, aliéner la propriété, actif ou entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelle ou en disposer; donner ou octroyer en rapport avec iceux des options d'achat à toute personne ou personnes ou autre compagnie; faire des conventions avec toute personne ou personnes ou autre compagnie pour le travail et le développement de la propriété de la compagnie; faire toutes les susdites choses sur tels termes et conditions qui peuvent être jugées à propos, et particulièrement pour actions, débiteures ou garanties de toute autre compagnie ayant déjà les mêmes objets ou en partie à ceux de la compagnie; faire aucun arrangement pour le partage des profits ou union d'intérêts avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée dans aucune affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à faire, et de prendre ou acquérir autrement des actions et garanties de toute telle compagnie, et de vendre, posséder, émettre de nouveau avec ou sans garantie ou autrement en faire le commerce; s'amalgamer avec toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie; faire toutes telles autres choses qui peuvent être en rapport ou avantageuses au progrès des susdits objets et de faire les dites opérations dans la Puissance du Canada ou dans aucune partie de la puissance ou ailleurs.

Daté du bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dix-septième jour de juillet 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

3151

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1909, constituant en corporation MM. John Augustine Mann, avocat, Cecil Gordon MacKinnon, avocat, Thomas Barnard Gould, solliciteur, Thomas Joseph Coonan, secrétaire, Garnet P. Grant, électricien, tous de la cité de Montréal, dans les buts de construire, louer, vendre, conduire et mettre en opération des hôtels et bâtisses à logements :

Acquérir, construire, conduire, mettre en opération et faire des contrats pour éclairage, gaz, chauffage et matériaux de réfrigérateurs pour les fins des dites affaires, et de faire des contrats de loyers, conventions et autres entreprises y ayant rapport et nécessaires pour la mise en opération des affaires de la compagnie, et en général de faire telles affaires et choses qui sont faites ou requises pour les fins de maintenir, avancer et augmenter les opérations de la compagnie ;

business, whether manufacturing or otherwise, but germane to the foregoing objects which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, licenses, leases concessions and the like conferring any exclusive or non exclusive or limited rights to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may be seem calculated to benefit this company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, interests to information so acquired. To acquire the undertakings, assets or properties of any individuals, firms or corporations now carrying on a similar business incidental thereto, to pay for the same either wholly or partly in cash, or wholly or partly in bonds, or wholly or partly in stock of said company; to acquire and hold shares, bonds or other securities of or in any other company or corporation carrying on business similar to that which this company is authorized to carry on and while holding the same to exercise all the rights and powers of ownership thereof. To lease, sell, alienate or dispose of the property, assets or undertaking of the company or any part thereof; to give or grant in connection therewith options of purchase to any person or persons or other company; to enter into agreements with any person or persons or other company for the working or development of the property of the company; to do any of the foregoing things upon such terms and conditions as may be deemed advisable, and particularly for shares, debentures or securities of any other company having objects similar altogether or in part to those of the company. To enter into any arrangement for sharing profits or union of interests, with any person or company carrying on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee or otherwise deal in the same. To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to carry on such operations through the Dominion of Canada, or any part of the said Dominion or elsewhere.

Dated from the office of the secretary of the province of Quebec, this seventeenth day of July, 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

3152

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1909, incorporating Messrs. John Augustine Mann, advocate, Cecil Gordon MacKinnon, advocate, Thomas Barnard Gould, solicitor, Thomas Joseph Coonan, secretary, Garnet P. Grant, electrician, all of the city of Montreal, for the purpose to construct, lease, hire, let, buy, sell, manage and operate hotels and apartment buildings :

To acquire, construct, manage, operate and contract for light, gas, heating and refrigerating plants for the purposes of the said business and to enter into contracts leases agreements and other undertakings in connection with and necessary for or incidental to the carrying out of the business of this company, and generally to do and perform such matters and things which are done or required to be done for the purpose of maintaining, furthering and enlarging the operations of the company ;

Acquérir, tenir, posséder des stocks, actions, obligations ou autres garanties de compagnies faisant les mêmes affaires que celles pour lesquelles l'incorporation est demandée, et aider par garantie, endossement, concession réciproque, risque conjoint, consolidation ou amalgamation, toutes telles compagnies, personnes ou sociétés, sous le nom de "Taynton Apartment Company," avec un capital total de trois cent mille piastres (\$300,000.00), divisé en trois mille (3000) actions de \$100.00 chacune, desquelles 1500 actions seront du stock préférentiel, ayant une préférence sur l'actif de la compagnie et comme à 7 %, dividende non cumulatif, et la balance des 1500 actions sera du stock ordinaire.

La principale place d'affaires de la compagnie dans la province de Québec, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de juillet 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

3057.2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de juin 1909, constituant en corporation MM. Charles Audet, J. A. M. Audet et J. C. Audet, tous marchands, de la paroisse de Saint-Anselme, Tancred Labbé et Jean Lachance, tous deux gentils-hommes, de Thetford Mines, P. E. Beaudoin, marchand, de Thetford Mines, dans le but de faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais ;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques ; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer ;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées, se rapportant aux objets susdits ;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés, ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueduc, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles, pour ses opérations ;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 5225 à 5231 des statuts refondus en la manière y présente ;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers ;

Faire le commerce de gros et de détail en général ;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits ;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou ouvrage faits, des actions, bons, débetures ou autres valeurs émises par une compagnie minière, et les garder ou en disposer ;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de cette loi, et les payer au moyen d'actions libellées en tout ou en partie si elle le désire, et se charger des dettes et charges afférentes ;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation ;

To acquire, hold, own and dispose of stocks, shares, bonds or other securities of companies carrying on business similar to the one for which incorporation is sought, and to aid by guarantee, endorsement reciprocal concession, joint adventure, consolidation or an amalgamation any such companies, persons or partnerships under the name of "Taynton Apartments Company", with a capital stock of three hundred thousand dollars (\$300,000.00) divided into three thousand (3000) shares of \$100.00 each, of which 1500 shares will be preferred stock, having a preference upon the assets of the company and as to a 7 %, non-cumulative dividend, and the balance of 1500 shares shall be common stock.

The principal place of business of the company in the province of Quebec, shall be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this ninth day of July, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

3058

Public notice is hereby given that, under the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1909, incorporating Messrs. Charles Audet, J. A. M. Audet and J. C. Audet, all merchants, of the parish of Saint-Anselme, Tancred Labbé and Jean Lachance, both gentlemen, of Thetford Mines, P. E. Beaudoin, merchant, of Thetford Mines, for the following purposes prospect and explore for mines and minerals ;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting and minerals whatever, be mined, dug for, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner ; render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof ;

Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption, rights, or any interests therein ; mechanical contrivances, patent rights of invention of the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes ;

Build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations ;

Exercise all the powers enumerated in articles 5225 to 5231 of the revised statutes in the manner therein prescribed ;

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen ;

Carry on a general wholesale and retail business ;

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products ;

Receive in payment for minerals, lands, merchandise or works, shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, and hold the same or dispose thereof ;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person company carrying on any industry or business which a company constituted under this act may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto ;

Do all such and operations as are accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated ;

Le but de la présente compagnie est l'exploitation de l'amiante et des mines en général.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qui aura été payé ou qu'il aura été convenu de payer à la compagnie pour ses actions et de faire les affaires y ayant rapport, sous le nom de "The B. & A. Asbestos Company", avec un capital de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq cent mille (500,000) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera à Thetford, dans la district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province de Québec, ce douzième jour de juillet 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

3059.2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sixième jour de juillet 1909, constituant en corporation MM. Anselme Romuald Roy, photographe, de la ville de Lévis, Amédée Mercier, employé civil, de Québec, L. Narcisse Roy, photographe, de Joliette, Georges Roy, photographe, de Saint-Césaire de Rouville, et Léger Picard, mécanicien, de la cité de Québec, dans le but d'établir une entreprise de ligne régulière de transport pour les personnes et les choses au moyen d'automobiles-omnibus, dans la ville de Lévis et les paroisses de Beauport, Charlesbourg, Lorette, Cap-Rouge, et d'un point quelconque en la cité de Québec jusqu'à ces endroits et retour; et aussi dans la cité de Québec, et de faire les affaires y ayant rapport, sous le nom de "La Compagnie d'Automobiles et Omnibus de Québec et Lévis", avec un capital total de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinquante actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la dite compagnie, sera à Lévis, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de juillet 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

3061.2

No. 2223.09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommés par le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteur d'écoles, à l'Ecole normale Laval, à Québec, mercredi, le dix-huitième jour d'août prochain, 1909, à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen devra envoyer, d'ici au dixième jour d'août prochain, à M. J.-N. Miller, secrétaire conjoint du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique une demande à cet effet, la somme de six piastres, ainsi que tous les documents, exigés par les règlements du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique.

J. N. MILLER,

Secrétaire conjoint.

Québec, 10 juillet 1909.

3029.3

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique,

The purpose of the present company is the working of asbestos and mines in general.

The shareholders shall incur no liability over and above the amount of the price that shall be paid or that shall be agreed on to be paid to the company for its shares, and to do anything in connection therewith, under the name of "The B. & A. Asbestos Company," with a capital of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five hundred thousand (500,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province of Quebec, will be at Thetford, in the district of Quebec.

Dated from the office of the secretary of the province of Quebec, this twelfth day of July, 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary

3060

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1909, incorporating Messrs. Anselme Romuald Roy, photographer, of the town of Lévis, Amédée Mercier, civil employee, of Québec, L. Narcisse Roy, photographer, of Joliette, Georges Roy, photographer, of Saint Césaire de Rouville, and Léger Picard, mechanic, of the city of Québec, for the purpose of undertaking the establishment of a regular transportation line for persons and articles by means of automobiles and omnibuses, in the town of Lévis and the parishes of Beauport, Charlesbourg, Lorette, Cap Rouge, and from anywhere in the city of Québec to the said places and return; and also in the city of Québec and to do anything in connection therewith, under the name of "La Compagnie d'Automobiles et Omnibus de Québec et Lévis", with a total capital of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the said company, will be at Lévis, in the district of Québec.

Dated from the office of the provincial secretary, this sixth day of July, 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

3062

No. 2223.09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

NOTICE

Is hereby given that there will be a meeting of the examiners appointed by the Catholic Committee of the Council of Public Instruction, to examine candidates for the office of school inspector, at the Laval normal school, in Québec, on Wednesday, the eighteenth day of August next, 1909, at nine o'clock in the forenoon. Any person who wishes to present himself at this examination must, before the tenth day of August next, send a request for that purpose to Mr. J. N. Miller, joint secretary of the Catholic Committee of the Council of Public Instruction, the sum of six dollars, as well as all documents required under the regulations of the Catholic Committee of the Council of Public Instruction.

J. N. MILLER,

Joint secretary.

Québec, 10th July, 1909.

3030

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction

que; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française; par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessments, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bill shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts,

de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

1959

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a charter of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

1960

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auquel ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelqu'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 250 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The transla-

par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

1961

Greffier de l'Assemblée Législative.

tion shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

1962

Clerk of the Legislative Assembly.

Demande à la Législature

Avis est par le présent donné que "The Laurentian Society for the Treatment and Control of Tuberculosis," incorporée en vertu des dispositions des statuts révisés de la province de Québec, titre VIII, chapitre premier, section 3096 et suivantes, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but de se mettre en état de secourir les affligés de tuberculose, pour l'entretien d'un sanitarium pour le soulagement, de telles personnes et pour répandre la connaissance et information ayant rapport à la dite maladie, et pour obtenir des fonds pour la mise en opération des dits objets au moyen de contributions volontaires, souscriptions, dons ou donations des membres de la société et du public, pour une loi spéciale pour augmenter ses pouvoirs afin de posséder et tenir des immeubles pour les fins de la dite société et pour les hypothéquer et les aliéner et pour autres fins.

McGIBBON, CASGRAIN,
MITCHELL & WELDON,

Procureurs de la requérante.

Montréal, 28 juin 1909.

2905.4

Application to the Legislature

Notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, application will be made by The Laurentian Society for the Treatment and Control of Tuberculosis, incorporated under the provisions of the revised statutes of the province of Quebec, title VIII, chapter first, section 3096 *et seq.* for the purpose of making provision for those afflicted by tuberculosis, for maintaining Sanitaria for the relief of such persons, and for disseminating knowledge and information pertaining to such disease, and to obtain funds for the carrying on of such objects by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts or donations from the members of the society and from the public, for a special act to enlarge its powers, to own and hold real estate for the purposes of the said property and to mortgage and alienate the same and for other purposes.

McGIBBON, CASGRAIN,
MITCHELL, & WELDON,

Attorneys for applicant.

Montreal, 28th June, 1909.

2906

Avis Divers

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE MÉGANTIC

Aux habitants de la municipalité du comté de Mégantic.

Avis public est par le présent donné par Joseph Gédéon Rousseau, secrétaire trésorier, que par une résolution passée par le conseil du comté de Mégantic, le neuvième jour de juin dernier, approuvé par

Miscellaneous Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
MÉGANTIC.

To the inhabitants of the municipality of the county of Mégantic.

Public notice is hereby given by Joseph Gedeon Rousseau, secretary treasurer, that by a resolution passed by the municipal council of the county of Mégantic, on the ninth day of June last, and ap-

Son Excellence le lieutenant-gouverneur en conseil, le 26 juin dernier, laquelle approbation a été reçue le 17 juillet courant, par le soussigné. Tout ce territoire suivant, savoir : dans le premier rang du canton de Thetford Nord, tous lots depuis 9 jusqu'à 20, inclusivement ; dans chacun des deuxième, troisième et quatrième rangs du dit canton et y compris le No 5 jusqu'à 20, inclusivement ; dans le cinquième rang tous les lots et y compris le No 11 jusqu'au 17, inclusivement ; dans le sixième rang du même canton tous les lots depuis et y compris le No 12 jusqu'au No 17, inclusivement, formera maintenant une municipalité distincte sous le nom de "Municipalité de la paroisse de Saint-Antoine de Pontbriand".

Donné au village d'Inverness, ce dix-septième jour de juillet 1909.

J. G. ROUSSEAU,
3159 S. T. C. C. M.

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE MEGANTIC.

Aux habitants de la municipalité du comté de Mégantic.

Avis public est par le présent donné par Joseph Gédéon Rousseau, secrétaire-trésorier, que par une résolution passée par le conseil municipal du comté de Mégantic, le neuvième jour de juin dernier, et approuvé par Son Excellence le lieutenant-gouverneur en conseil, le 26 juin dernier, laquelle approbation a été reçue le 17 juillet courant par le soussigné. Tout ce territoire suivant, savoir :

- A. Dans le rang 5, les lots 1 à 10, inclusivement.
- B. " 6, " 1 à 11 "
- C. " 7, " 1 à $\frac{1}{2}$ N. E. 19, inclusivement.
- D. " 8, " 1 à 20, inclusivement.
- E. " 9, " 1 à 20, "
- F. " 10, " 1 à 20, "
- G. " 11, " 1 à 20, "

lesquels formaient partie de la municipalité de la partie nord du canton de Thetford, moins les lots Nos 13 à $\frac{1}{2}$ N. E. 19, inclusivement, dans le rang 7 et les lots 13 à 20, inclusivement, dans les rangs 8, 9, 10 et 11, lesquels formaient partie de la municipalité de la partie sud du canton de Thetford, sont détachés des deux dites municipalités et forment maintenant une municipalité distincte sous le nom de "Municipalité de la partie sud de la paroisse du Sacré-Cœur de Marie".

Donné au village d'Inverness, ce dix-septième jour de juillet 1909.

J. G. ROUSSEAU,
3157 S. T. C. C. M.

Avis est par le présent donné que la Compagnie Mutuelle d'Assurance contre le feu de la paroisse de Saint-Robert, ayant été établie aux termes de la loi des assurances de Québec, 8 Ed. VII, chapitre 69, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a été licenciée et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance, et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie mutuelle contre le feu autorisée par la dite section peut légalement transiger.

Donné conformément à l'article 119, de la loi des assurances de Québec, ce 16e jour de juillet 1909.

Pour le trésorier de la province,
WILLIAM CHUBB,
3139 Surintendant des assurances, P. Q.

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 3616.

Dame Marie Candour, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Habib Aboussafy, autrefois marchand, de Saint-Moïse,

proved by His Excellency the Lieutenant Governor in council, on the 26th of June last, which said approbation was received on the 17th of July instant, by the undersigned. All the following territory to wit: the first range of the township of Thetford North, all the lots from lot No. 9 as far as lot No. 20, inclusively; in each of the second, third and fourth ranges of the said township, all the lots from and including lot No. 5 as far as lot No. 20, included in the fifth range, all the lots from and including lot No. 11 as far as lot No. 17, included; in the sixth range of the same township all the lots from and including lot No. 12 as far as lot No. 17, included, shall now form a distinct municipality under the name "of Municipality of la paroisse de Saint Antoine de Pontbriand".

Given at the village of Inverness, this seventeenth day of July, 1909.

J. G. ROUSSEAU,
3160 S. T. C. C. M.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF MEGANTIC.

To the inhabitants of the county of Megantic.

Public notice is hereby given by Joseph Gédéon Rousseau, secretary treasurer, that by a resolution passed by the municipal council of the county of Megantic, on the ninth day of June last, and approved by His Excellency the Lieutenant Governor in Council, on the 26th of June last, which said approbation was received on the 17th of July instant by the undersigned. All the following territory, to wit:

- A. In the range 5, the lots Nos. 1 to 10, inclusively.
- B. " 6, " 1 to 11 "
- C. " 7, " 1 to $\frac{1}{2}$ N. E. 19, inclusively.
- D. " 8, " 1 to 20, inclusively.
- E. " 9, " 1 to 20, "
- F. " 10, " 1 to 20, "
- G. " 11, " 1 to 20, "

which formed part of the municipality of the north part of the township of Thetford, less the lots Nos. 13 to $\frac{1}{2}$ N. E. 19, inclusively, in the 7th range and the lots 13 to 20, inclusively, in the ranges 8, 9, 10 and 11, which formed part of the municipality of the south part of Thetford, are detached from the two said municipalities and shall now form a distinct municipality under the name of "Municipalité de la partie sud de la paroisse de Sacré-Cœur de Marie".

Given at the village of Inverness, this seventeenth day of July, 1909.

J. G. ROUSSEAU,
3158 S. T. C. C. M.

Notice is hereby given that the Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint Robert, having been established in conformity with the Quebec insurance act, 8 Ed. VII, chapter 69, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies, and transact any business that a mutual fire insurance company authorized by the said section may legally transact.

Given under article 119, of the Quebec insurance act, this 16th day of July, 1909.

For the provincial treasurer,
WILLIAM CHUBB,
3140 Insurance superintendent, P. Q.

Province of Québec, }
District of Montréal. } Superior Court.
No. 3616.

Dame Marie Candour, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Habib Aboussafy, formerly merchant, of Saint Moïse, county

comté de Rimouski, maintenant de Lachine, district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse, à institué, ce jour, une action en séparation de biens contre ce dernier, défendeur.

BRODEUR & GARAND,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 21 juin 1909. 2993.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1923.

Dame Bena Rabinovitch, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Charles Dorobaner, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Charles Dorobaner, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse, le 21ème jour de décembre 1908.

LOUIS S. MARGOLESE,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 3 juillet 1909. 2885.4

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District d'Ottawa. }
No 2365.

Philomène Charron, épouse de Magloire Diotte, commerçant, du canton Low, district d'Ottawa, Demanderesse ;

vs

Le dit Magloire Diotte, Défendeur.
La demanderesse a intenté une action en séparation de biens contre le défendeur, ce jourd'hui.

T. P. FORAN,

Procureur du demandeur.

Hull, 10 juin 1909. 3041-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 920.

Dame Marie-Louise Pichette, épouse commune en biens de Louis Gladu, plombier, de la ville de Saint-Louis, district de Montréal, Demanderesse ;

vs

Le dit Louis Gladu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse, dûment autorisée.

DORAIS, DORAIS & BESSETTE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 13 juillet 1909. 3081-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 187.

Dame Eva Krakover, Demanderesse ;

vs

Joseph Besner, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse, le 28e jour de juin 1909.

MARGOLESE & TRITT,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 10 juillet 1909. 2975-3

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 219.

Dame Mathilda Mercier, épouse commune en biens de Paul Gardner, du canton de Clifton, dans le district de Saint-François, boucher et cultivateur, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Paul Gardner, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 19 juin 1909.

J. LEONARD,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 19 juin 1909. 2855.4

of Rimouski, now of Lachine, district of Montreal, and duly authorized to ester en justice, plaintiff, has instituted, this day, an action for separation as to property, against the latter defendant.

BRODEUR & GARAND,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 21st June, 1909. 2994

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1923.

Dame Bena Rabinovitch, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Charles Dorobaner, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Charles Dorobaner, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff, on the 21st day of December, 1908.

LOUIS S. MARGOLESE,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 3rd July, 1909. 2886

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Ottawa. }
No. 2365.

Philomène Charron, wife of Magloire Diotte, of the township of Low, district of Ottawa, trader, Plaintiff ;

vs

The said Magloire Diotte, Defendant.
Plaintiff hath, this day, institute an action for separation of property against defendant.

T. P. FORAN,

Attorney for plaintiff.

Hull, 10th June, 1909. 3042

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 920.

Dame Marie Louise Pichette, wife common as to property of Louis Gladu, plumber, of town Saint-Louis, district of Montreal, Plaintiff ;

vs

The said Louis Gladu, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted this day, by the plaintiff, duly authorized.

DORAIS, DORAIS & BESSETTE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 13th July, 1909. 3082

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 187.

Dame Eva Krakover, Plaintiff ;

vs

Joseph Besner, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff, on the 28th of June, 1909.

MARGOLESE & TRITT,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 10th July, 1909. 2976

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 219.

Dame Mathilda Mercier, wife common as to property of Paul Gardner, of the township of Clifton, in the district of Saint Francis, butcher and farmer, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Paul Gardner, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 19th day of June, 1909.

J. LEONARD,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 19th June, 1909. 2856

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 232.

Dame Alida Choquette, de la ville de Maisonneuve, district de Montréal, épouse de Osiar Archambault, hôtelier, du même lieu, a pris, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

MONTY & DURANLEAU,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 6 juillet 1909. 3003-3

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }
No 2228.

Dame Mary Margaret MacQueen, de la cité de Québec, épouse commune en biens de George D'Arcy O'Farrell, de la cité de Québec, et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs
George D'Arcy O'Farrell, gentilhomme, de la cité de Québec, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-huitième jour de juin mil neuf cent neuf.

PELLETIER, BAILLARGEON,
ST. LAURENT & ALLEYN,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 18 juin 1909. 2749.5

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 8149.

Dame Albina Bédard, du canton de Roxton, dans le district de Bedford, épouse de Alphonse Tétreault, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs
Le dit Alphonse Tétreault, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 7ième jour de juin 1909.

ROMULUS CLOUTIER,
Avocat de la demanderesse.
Sweetsburg, 21 juin 1909. 2787.5

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 226.

Dame Ida Mabel Flanders, du canton de Stantead, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de George Wellington Alger, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée aux fins des présentes par un juge de la cour supérieure,
Demanderesse ;

vs
Le dit George Wellington Alger, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse, contre son dit mari.

COTE, WELLS, WHITE & McFADDEN,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, Qué., 22 juin 1909. 2837.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2421.

Dame Héloïse Benard, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Francis Larouche, autrefois hôtelier, de Sainte-Scholastique, district de Terrebonne, et maintenant commerçant, de la cité et du district de Montréal,
Demanderesse ;

vs
Francis Larouche, commerçant, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.
La demanderesse a institué une séparation de biens contre le défendeur.

LOUIS MASSON,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 28 juin 1909. 2943-4

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 232.

Dame Alida Choquette, of the city of Maisonneuve, district of Montreal, wife of Osiar Archambault, hotelkeeper, of the same place, has instituted, this day, against her husband, an action for separation as to property.

MONTY & DURANLEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 6th July, 1909. 3004

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court*
District of Quebec. }
No. 2228.

Dame Mary Margaret MacQueen, of the city of Quebec, wife common as to property of George D'Arcy O'Farrell, of the city of Quebec, and judicially authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs
George D'Arcy O'Farrell, gentleman, of the city of Quebec, Defendant.
An action en séparation de biens has been instituted on the eighteenth day of June, nineteen hundred and nine.

PELLETIER, BAILLARGEON,
ST. LAURENT & ALLEYN,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 18th June, 1909. 2750

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 8149.

Dame Albina Bédard, of the township of Roxton, in the district of Bedford, wife of Alphonse Tétreault, farmer of the same place, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs
The said Alphonse Tétreault, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 7th day of June, 1909.

ROMULUS CLOUTIER,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburg, 21st June, 1909. 2788

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 226.

Dame Ida Mabel Flanders, of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, wife common as to property of George Wellington Alger, of the same place, farmer, duly authorized for the purposes hereof by a judge of the superior court,
Plaintiff ;

vs
The said George Wellington Alger, Defendant.
An action for separation as to property has been, this day, instituted by the plaintiff, against her said husband.

COTE, WILLS, WHITE & McFADDEN,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, Que., 22nd June, 1909. 2838

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2421.

Dame Héloïse Benard, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Francis Larouche, formerly hotelkeeper, of Sainte Scholastique, district of Terrebonne, and now trader, of the city and district of Montreal,
Plaintiff ;

vs
Francis Larouche, trader, of the city and district of Montreal, Defendant.
The plaintiff has instituted an action for separation as to property against the defendant.

LOUIS MASSON,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 28th June, 1909. 2944

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. }

In re L'Union Saint-Joseph de Montréal,

En liquidation.

Je, soussigné, donne avis qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à contestation jusqu'au 9 août prochain inclusivement, après laquelle date, il sera payé, s'il n'a pas été contesté.

THEODULE BENARD,

Liquidateur.

1136, Saint-André, Montréal.

Montréal, 19 juillet 1909.

3147

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. }

Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Joseph Gédéon Vermette, marchand, de la ville de Thetford Mines,

Débiteur insolvable ;

et

Camille Vermette, de Saint-Anselme,

Créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Arthabaska.

E. CARREAU,

Gardien provisoire.

Thetford Mines, 16 juillet 1909.

3143

Province de Québec, }
District de Saint-François. }

Cour Supérieure.

No 82.

Dans l'affaire de Joseph Desfossés, canton Saint-Claude, Qué.,

Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, payable dans notre bureau, No 155, rue Wellington, Sherbrooke, le ou après le 4 août 1909.

TELESPHORE BELANGER,

GEDEON G. BEGIN,

Curateurs conjoints.

Bureau de Belanger & Bégin,

155, rue Wellington.

Sherbrooke, Qué., 16 juillet 1909.

3141

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. }

Cour Supérieure

Dans l'affaire de Joseph Boisvert, commerçant, de la paroisse de Sainte-Angele de Laval, dit district,

Failli.

Avis est par les présentes donné que, le quatorzième jour de juillet 1909, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit failli, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, devront être produites entre mes mains, dans les trente jours de cet avis.

S. DUGAL,

Curateur.

Bureau : 136, rue Notre-Dame,

Trois-Rivières, 15 juillet 1909.

3145

District de Montréal.

J. W. Lacroix, de Montréal, contracteur, a, le 15 juillet 1909, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, conformément à la loi.

H. LAURENCELLE,

Sub. gardien provisoire.

Bureau : 58, rue Saint-Jacques.

Montréal, 20 juillet 1909.

3173

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

In re L'Union Saint-Joseph de Montréal,

In liquidation.

I, the undersigned, give notice that a first and last dividend sheet has been prepared, and will be subject to contestation until the ninth day of August next inclusive, it will be paid after said date, if not contested.

THEODULE BENARD,

Liquidator.

1136, Saint André street, Montreal.

Montreal, 19th July, 1909.

3148

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. }

Superior Court.

In the matter of Joseph Gédéon Vermette, merchant, of the town of Thetford Mines,

Insolvent debtor ;

and

Camille Vermette, of Saint Anselme,

Creditor petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the protonotary of the superior court, at Arthabaska.

E. CARREAU,

Provisional guardian.

Thetford Mines, 16th July, 1909.

3144

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. }

Superior Court.

No. 82.

In the matter of Joseph Desfossés, township Saint-Claude, Que.,

Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, payable at our office, No. 155, Wellington street, Sherbrooke, on or after the 4th August, 1909.

TELESPHORE BELANGER,

GEDEON E. BEGIN,

Joint curators.

Office of Belanger & Begin,

155, Wellington street.

Sherbrooke, Que., 16th July, 1909.

3142

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. }

Superior Court.

In the matter of Joseph Boisvert, trader, of the parish of Saint Angele de Laval, said district,

Insolvent.

Notice is hereby given that, the fourteenth day of July, 1909, the undersigned was appointed by an order of the court, curator to the property of the said insolvent, who has made an abandonment thereof for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me, within thirty days from this notice.

S. DUGAL,

Curator.

Office : 136, Notre Dame street.

Three Rivers, 15th July, 1909.

3146

District of Montreal.

J. W. Lacroix, of Montreal, contractor, has, on the 15th of July, 1909, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Montreal, according to law.

H. LAURENCELLE,

Sub. provisional guardian.

Office : 58, Saint James street.

Montreal, 20th July, 1909.

3174

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
Re Edouard Larivière, commerçant, de Saint-Bernard, Failli;

et

L. A. L'Heureux, Curateur.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 6 août 1909, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau, à Saint-Jude, P. Q.

L. A. L'HEUREUX,
Curateur.
Saint Jude, 16 juillet 1909. 3155

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 2118.

Polley, Débiteur insolvable;

et

Clément, Requérent cession.
Avis est donné que le neuvième jour de juillet courant, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur à la dite cession de biens.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre les mains du soussigné, dans les trente jours du présent avis.

EDGAR CLEMENT,
Curateur.

179, rue Arago, Québec.
Québec, juillet 1909. 3161

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*

In re J. Honoré Harnois, marchand, de Joliette, Failli.

Avis est donné que, le 23 juin 1909, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit J. Honoré Harnois, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cette avis.

O. D. MASSE,
Curateur.
Joliette, 20 juillet 1909. 3171

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 67.

Dans l'affaire de Joseph Ernest Beauchemin, fabricant de fromage, canton de Watton, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, payable le 9ième jour d'août 1909, à notre bureau, 135, rue Wellington, Sherbrooke, Qué.

TELESPHORE BELANGER,
G D ON E. BÉGIN,
Curateurs conjoints.

Sherbrooke, Qué., 21 juillet 1909. 3187

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 189.

Dans l'affaire de Henderson H. Miner, de Dunham, P. Q., Failli.

Avis est par le présent donné que, le 15e jour de juillet 1909, par ordre de la cour, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints des biens du susdit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être déposées entre nos mains sous trente jours.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELS,
Curateurs conjoints.

No 14, Place Phillips, Montréal.
Montréal, 16 juillet 1909. 3175

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court*
Re Edouard Larivière, trader, Saint Bernard, Insolvent;

and

L. A. L'Heureux, Curator.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 6th August, 1909, after date this dividend will be payable at my office, Saint Jude, P. Q.

L. A. L'HEUREUX,
Curator.
Saint Jude, 16th July, 1909. 3156

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 2118.

Polley, Insolvent debtor;

and

Clément, Petitioner for assignment.
Notice is given that the ninth day of July instant, the undersigned was appointed by an order of the court, curator to the property of the said insolvent debtor.

Sworn claims must be filed with the undersigned, within thirty days from this notice.

EDGAR CLEMENT,
Curator.

179, Arago street, Quebec.
Quebec, July, 1909. 3162

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*

In re J. Honoré Harnois, merchant, Joliette, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 23rd day of June, 1909, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said J. Honoré Harnois, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me, within thirty days from this notice.

O. D. MASSE,
Curator.
Joliette, 20th July, 1909. 3172

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 67.

In the matter of Joseph Ernest Beauchemin, cheese manufacturer, township of Watton. Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, payable the 9th day of August, 1909, at our office, 155, Wellington street, Sherbrooke, Que.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BÉGIN,
Joint curators.

Sherbrooke, Que., 21st July, 1909. 3188

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 189.

In the matter of Henderson H. Miner, of Dunham, P. Q., Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 15th day of July, 1909, by an order of the court, the undersigned have been appointed joint curators to the estate of the above named insolvent, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed in our hands within thirty days.

HARRY V. DUGGAN,
JOSEPH DESAUTELS,
Joint curators.

No. 14, Phillips Place, Montreal.
Montreal, 16th July, 1909. 3176

Canada,
Province of Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 81.

Dans l'affaire de Precourt Gaiien et al, commerçants, de Sherbrooke, Faillis.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 9 août 1909, date après laquelle ce dividende sera payable à notre bureau.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,

Curateurs conjoints.

Bureau de Bélanger & Bégin,
155, rue Wellington,
Sherbrooke, 21 juillet 1909. 3185

Province de Québec,
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 87.

Dans l'affaire de Pierre Robert, boucher, Compton, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 21ème jour de juillet 1909, par ordre de la cour, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints des biens du susdit failli.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être déposées entre nos mains sous trente jours de cette avis.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,

Curateurs conjoints.

Bureau : 155, rue Wellington,
Sherbrooke, Qué., 21 juillet 1909. 3183

Avis

AVIS PUBLIC.

Je, soussigné, donne avis qu'en vertu d'une ordonnance rendue le dix-septième jour de juillet courant, par l'honorable juge D. Monet, l'un des juges de la cour supérieure, siégeant pour le district d'Iberville, j'ai été nommé liquidateur aux biens de la société "Marsan & Frère", faisant ci-devant affaires en la ville de Saint-Jean, dit district, et maintenant dissoute; et les créanciers de la dite société sont en conséquence requis de produire leurs réclamations à mon bureau, No 10, rue Richelieu, en la dite ville de Saint-Jean, dans un délai de trente jours de cette date.

A. F. GERVAIS.

Saint-Jean, P. Q., 20 juillet 1909. 3153

Ordre de Cour

Province of Québec, }
District of Arthabaska. } *Cour de Circuit.*
No 87.

Le septième jour de juillet 1909.

Devant le protonotaire.

Homer H. Guay, marchand, de la ville de Victoriaville, Demandeur;

vs.

Wilfrid Auger, marchand, de Stanfold, Défendeur;

et

Dame Marie Anna Roberge, veuve de feu Georges Philias Nadeau, du village de Princeville, et y faisant affaires sous les nom et raison sociale de G. P. Nadeau, comme marchande publique, Opposante afin de conserver;

et

La dite Marie Anna Roberge, Requérante;
Vu la requête de la requérante, icelle est accor-

Canada,
Province of Québec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No 81.

In the matter of Precourt Gaiien et al, traders, of Sherbrooke, Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 9th of August, 1909, after which date dividend will be payable at the office of the undersigned.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,

Joint curators.

Office of Bélanger & Bégin,
155, Wellington street,
Sherbrooke, 21st July, 1909. 3186

Province of Québec,
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No 87.

In the matter of Pierre Robert, butcher, Compton Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 21st day of July, 1909, by an order of the court, the undersigned were appointed joint curators to the property of the said insolvent.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,

Joint curators.

Office : 155, Wellington street,
Sherbrooke, Que., 21st July, 1909. 3184

Notice

PUBLIC NOTICE.

I, the undersigned, hereby give notice that, in virtue of an order rendered on the 17th day of July instant, by the Honorable justice D. Monet, one of the judges of the superior court, sitting for the district of Iberville, I have been appointed liquidator to the estate of the partnership which carried business in the town of Saint Johns, in the said district of Iberville, under the name of "Marsan & Frère", and is now dissolved; and the creditors of said partnership are consequently hereby requested to file their claims at my office, No. 10, Richelieu street, in said town of Saint Johns, within a delay of thirty days from this date.

A. F. GERVAIS.

Saint Johns, P. Q., 20th July, 1909. 3154

Order of the Court

Province of Québec, }
District of Arthabaska. } *Circuit Court.*
No 87.

The seventh day of July, 1909.

Before the prothonotary.

Homer H. Guay, merchant, of the town of Victoriaville, Plaintiff;

vs.

Wilfrid Auger, merchant, of Stanfold, D fendant;

and

Dame Marie Anna Roberge, widow of the late Georges Philias Nadeau, of the village of Princeville, and there doing business under the firm, name and style of "G. P. Nadeau", as a public merchant, Opposant for payment;

and

The said Marie Anna Roberge, Petitioner.
Seeing the application of the petitioner, the same

dée. En conséquence il est enjoint aux créanciers du défendeur insolvable, de produire leurs réclamations dans les quinze jours de la date de la première insertion de la présente ordonnance, dans la "Gazette Officielle de Québec", par deux publications en langue française et en langue anglaise.

Par la cour.

(Signé), P. H. COTÉ, P. C. S.

Vraie copie,

P. H. COTÉ, P. C. S.

PERRAULT & PERRAULT,

3039-2

Procureurs de la requérante.

is granted. Therefore the creditors of the insolvent debtor are ordered to file their claims within fifteen days from the date of the first insertion of the present order, in the "Quebec Official Gazette", by two publications in the english and french language.

By the court,

(Signed,) P. H. COTÉ, P. S. C.

True copy,

P. H. COTÉ, P. S. C.

PERRAULT & PERRAULT,

3040

Attorneys for petitioner.

Licitation

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*
No 2583.
Meron Tremblay, Demandeur ;
vs
Dame Emma Tremblay et al, Défendeurs.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, à Chicoutimi, rendu le 15 mai 1909, dans une cause dans laquelle Meron Tremblay, cultivateur, du canton Dumas, est Demandeur, et Dame Emma Tremblay, veuve de feu Joseph Tremblay, en son vivant du même lieu, et mariée en secondes nocces à Côme Potvin, du même lieu, personnellement, et le dit Côme Potvin mis en cause pour autoriser et assister sa dite épouse, et la dite Dame Emma Tremblay et le dit Côme Potvin en leur qualité de tuteurs conjoints aux enfants mineurs de la dite Dame Emma Tremblay, issus de son mariage avec le dit Joseph Tremblay, lesquels enfants sont : Maggie, Joseph, Antoinette, Antonio, Stanly et Montcalm Tremblay, du même canton Dalmas, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Un certain terrain de forme irrégulière sis et situé au Petit Saguenay, dans le canton Dumas, district de Chicoutimi, contenant six arpents de front dans sa moindre largeur environ, et quinze arpents de front environ, plus ou moins, dans sa plus grande largeur, sur quatre-vingts arpents aussi environ plus ou moins de profondeur ; borné par devant au commencement de la terre en culture à dix arpents environ d'une écluse d'un moulin à scie ayant appartenu à l'honorable D. E. Price ou ses représentants, et par derrière aux terrains de la Couronne, tenant au sud-est à la rivière Petite Saguenay, et au nord-ouest partie aux terres de la Couronne et partie à la terre de Charles Bernier ou ses représentants—avec maison et autres bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances, et sans aucune réserve quelconque.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la ville de Chicoutimi ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

L. G. BELLEY,
Procureur du demandeur.

Chicoutimi, 18 mai 1909.

3067.2

[Première publication, 17 juillet 1909.]

Licitation

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2583.
Meron Tremblay, Plaintiff ;
vs
Dame Emma Tremblay et al, Defendants.

LICITATION.

Public notice is hereby given that, by and under a judgment of the superior court, at Chicoutimi, rendered the 15th May, 1909, in a cause in which Meron Tremblay, farmer, of the township Dumas, is Plaintiff, and Dame Emma Tremblay, widow of the late Joseph Tremblay, in his lifetime of the same place, and wife by her second marriage of Côme Potvin, of the same place, personally, and the said Côme Potvin, mis en cause to authorize and assist his said wife, and the said Dame Emma Tremblay and the said Côme Potvin, in their capacity of joint tutors to the minor children of the said Dame Emma Tremblay, issue of her marriage with the said Joseph Tremblay, which children are : Maggie, Joseph, Antoinette, Antonio, Stanly and Montcalm Tremblay, of the same township Dalmas, are Defendants, ordering the licitation of a certain immovable designated as follows, to wit :

A certain piece of ground of irregular outline being and situate in Little Saguenay, in the township Dalmas, district of Chicoutimi, containing six arpents in front in its least width about, and fifteen arpents in front about, more or less, in its greatest width, by eighty arpents also about, more or less, in depth ; bounded in front by the beginning of the cultivated land about ten arpents from a saw-mill dam having belonged to the Honorable D. E. Price or representatives, and in the rear by the lots of the Crown, adjoining on the south east the Little Saguenay river, and on the north west partly the lands of the Crown and partly the land of Charles Bernier or his representatives—with house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and without any reserve whatever.

The immovable above mentioned will be put up for auction and adjudged to the highest and last bidder, on the SEVENTH day of SEPTEMBER next, sitting the court, in the court room of the court house of the town of Chicoutimi ; subject to the charges, clauses and conditions set forth in the list of charges deposited in the office of the protonotary of the said court ; and all opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and all opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

L. G. BELLEY,
Attorney for plaintiff.

Chicoutimi, 18th May, 1909.

3068

[First published, 17th July, 1909.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

Sheriff's Sales—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Arthabaska, à savoir : } **F. H. HOPKINS ET AL,**
No 3179. } **ES QUALITÉ ET AL, De-**
mandeurs ; contre **"THE PREMIER ASBESTOS**
COMPANY, LIMITED", corps politique et incor-
poré ayant son principal bureau d'affaire, dans la
cité de Montréal, district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans le canton de Coleraine, comté de Mégantic, district d'Arthabaska, province de Québec, faisant partie de la propriété connue comme le "Block B" et communément connue sous le nom de "Glover & Fry Block", de la contenance de deux arpents de large par trente arpents en profondeur, de la ligne du township d'Irlande, parallèle à la ligne de division entre le dit "Block B" et le "Block A", et borné, le dit lot, en front, où il mesure deux arpents de large, par le dit township d'Irlande, et en arrière et sur les deux côtés par le résidu du dit "Block B".

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, à Inverness, le QUATRIÈME jour d'AOUT prochain, 1909, à TROIS heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 26 juin 1909. 2887.2
[Première publication, 3 juillet 1909.]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Arthabaska, to wit : } **F. H. HOPKINS ET AL,**
No. 3179. } **ES QUALITY, ET AL,**
Plaintiffs ; against **THE PREMIER ASBESTOS**
COMPANY LIMITED, a body politic and corpo-
rate, having its head office and principal place of
business at the city of Montreal, in the district of
Montreal, Defendant.

A lot of land lying and situate in the township of Coleraine, in the county of Megantic, in the district of Arthabaska, in the province of Quebec, forming part of the property known as Block "B", commonly known as "Glover & Fry Block", containing two arpents in width by thirty arpents in depth, from the line of the township of Ireland, running parallel to the line of division between the said Block "B" and the Block "A", the said lot being : bounded in front, where it measures two arpents in width, by the said township of Ireland, and in rear and on both sides by the remainder of said Block "B".

To be sold at the registry office for the county of Megantic, at Inverness, in the FOURTH day of AUGUST next (1909), at THREE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Shérif.
Arthabaska, 28th June, 1909. 2888
[First published, 3rd July, 1909.]

Ventes par le Shérif—Beauce

Sheriff's Sales—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **THE J. B. ARMSTRONG**
No 127. } **MFG. CO. LTD., De-**
manderesse ; contre **JEAN GIGUERE, Défendeur.**

1° Un terrain contenant environ un arpent en superficie, situé en la paroisse de Saint-Joseph, connu et désigné sous le numéro quarante-cinq B (45B), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Joseph.

2° Une terre de trois arpents de front sur vingt arpents de profondeur, située en la dite paroisse de Saint-Joseph ; bornée en avant au chemin royal, en arrière aux terres de la concession l'Assomption, d'un côté au terrain des représentants de feu Augustin Nadeau, et de l'autre côté au terrain de Richard Auclair, faisant partie de l'immeuble connu et désigné sous le numéro mille cent dix (1110), aux susdits plan et livre de renvoi officiels du dit cadastre.

3° Un terrain ou emplacement situé en la paroisse de Saint-Joseph, de un arpent de front sur trois perches de profondeur—avec maison, boutique et autres bâtisses dessus construites, connu et désigné sous le numéro sept cent douze B (712 B), aux susdits plan et livre de renvoi officiels du dit cadastre.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph, Beauce, le TROISIÈME

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **THE J. B. ARMSTRONG**
No. 127, } **MFG. CO., LTD., Plaintiff ;**
against **JEAN GIGUERE, Defendant.**

1. A piece of ground containing about one arpent in superficies, situate in the parish of Saint Joseph, known and designated under the number forty five B (45 B), on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Saint Joseph,

2. A land three arpents in front by twenty arpents in depth, situate in the said parish of Saint Joseph ; bounded in front by the King's highway, in the rear by the lands of l'Assomption concession, on one side by the ground of the representatives of the late Augustin Nadeau, and on the other side by the ground of Richard Auclair, forming part of the immoveable known and designated under the number eleven hundred and ten (1110), on the aforesaid official plan and book of reference of said cadastre.

3. A piece of ground or emplacement situate in the parish of Saint Joseph, of one arpent in front by three perches in depth—with house, shop and other buildings thereon erected, known and designated under the number seven hundred and twelve B (712 B), on the aforesaid official plan and book of reference of said cadastre.

To be sold at the church door of the parish of Saint Joseph de la Beauce, the THIRD day of

jour d'AOUT prochain (1909), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 28 juin 1909. 2929-2
[Première publication, 3 juillet 1909.]

AUGUST next (1909), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 28th June, 1909. 2930
[First published, 3rd June, 1909.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } **PAUL BRAUN**, de la No 2636. } paroisse de Saint-Augustin, comté de Portneuf, cultivateur, Demandeur ; contre **ACHILLE TREMBLAY**, marchand, village d'Hebertville Station, Défendeur.

Le lot numéro cinq B (5 B), du cadastre officiel pour le deuxième rang ouest du canton Labarre, contenant cinquante acres en superficie.

Le lot numéro six A (6 A), du dit cadastre officiel pour le deuxième rang ouest du canton Labarre, contenant cent acres en superficie, sauf à distraire tous les terrains et emplacements situés sur les dits lots de terre vendu à L. N. Michaud, M. D., plus quinze pieds à partir de la clôture actuelle, courant nord les dits quinze pieds sur la largeur du dit terrain qui devra avoir cent vingt pieds de profondeur, ainsi que droit de servitude pour canal d'égoût.

Pour être vendus à la porte de l'église d'Hebertville Station, comté du Lac Saint-Jean, à UNE heure de l'après-midi, le VINGT-SIXIEME jour du mois d'AOUT prochain (1909).

THOMAS BOSSÉ,

Bureau du shérif, Député Shérif.
Chicoutimi, 19 juillet 1909. 3165
[Première publication, 24 juillet 1909.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } **PAUL BRAUN**, of the No. 2636. } parish of Saint Augustin, county of Portneuf, farmer, Plaintiff; against **ACHILLE TREMBLAY**, merchant, village of Hebertville Station, Defendant.

Lot number five B (5 B), of the official cadastre for the second western range of the township Labarre, containing fifty acres in superficies.

Lot number six A (six A), of the said official cadastre for the second western range of the township Labarre, containing one hundred acres in superficies, except to withdraw all the lots and emplacements situate on the said lots of land sold to L. N. Michaud, M. D., plus fifteen feet starting from the present fence running north on the width of the said land which should be one hundred and twenty feet in depth, and also the right of servitude for a drain.

To be sold at the church door of Hebertville Station, county of Lake Saint John, at ONE o'clock in the afternoon, the TWENTY SIXTH day of the month of AUGUST next (1909).

THOMAS BOSSÉ,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Chicoutimi, 19th July. 1909. 3166
[First published, 24th July, 1909.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean à savoir : } **EX PARTE WILLIAM** No 200. } **BARCLAY GORDON CLEATHER**, requérant; et PROPRIETAIRES INCONNU.

Une terre sise et située au côté est du rang Sainte-Marie, en la paroisse de Saint-Sébastien, dans le district d'Iberville, de la contenance de deux arpents et dix pieds de largeur sur trente arpents de profondeur, plus ou moins, connue et désignée sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Sébastien, sous le numéro cent quarante-quatre (No 144)—avec les dépendances y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Sébastien, le TROISIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Jean, 26 juin 1909. 2851-2
[Première publication 3 juillet 1909.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } **EX PARTE WILLIAM** No. 200. } **BARCLAY GORDON CLEATHER**, Petitioner, and UNKNOWN PROPRIETOR.

A farm lying and situate on the east side of the range Saint Mary, in the parish of Saint Sebastian, in the district of Iberville, containing two arpents and ten feet in width by thirty arpents in depth, more or less, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Sebastian, under the number one hundred and forty four (No. 144)—with the dependencies thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint Sébastien, on the THIRD day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint John, 26th June, 1909. 2852
[First published, 3rd July, 1909.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **JEAN-BAPTISTE BEAU-**
No 4215. } **CHAMP, PÈRE**, de la
paroisse de l'Épiphanie, district de Joliette, **JOSEPH LAPORTE**, constable, des cité et district de Montréal.

Un emplacement, de figure irrégulière, étant partie du numéro 224, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de l'Épiphanie, comté de l'Assomption, dit district ; borné en front par le chemin public, et des deux côtés, et en arrière par Cléophas St. Germain, ayant environ 39 pieds de large sur le chemin, et une largeur d'environ 14 pieds en arrière, sur une profondeur de 131 pieds plus ou moins, avec réserve en faveur de Cléophas St. Germain, d'un droit passage de neuf pieds de large sur une profondeur de 50 pieds, à l'ouest de la dite partie du dit numéro 224, appartenant au demandeur—avec maison et autres bâties y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de l'Épiphanie, district de Joliette, le **CINQUIÈME** jour d'AOUT prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

L. A. LAVALLEE,

Bureau du shérif, Joliette, 28 juin 1909. **Député shérif.** 2899-2
[Première publication, 3 juillet 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **DAME CLOTHILDE**
No 8896. } **DETHIER**, de la ville de
Joliette, épouse contractuellement séparée de biens de Aimé Riopel, bourgeois, du même lieu, et par ce dernier dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, et le dit Aimé Riopel, demandeur par reprise d'instance, Demanderesse ; contre **DAME ADELE MIRON**, veuve de Joseph Denault, Adelide Miron, fille majeure, Emma Miron, fille majeure, Gilbert Miron, Joseph Miron, Emmanuel Miron, et Eugène Miron, tous absents en lieux inconnus, Défenderesses.

Un immeuble connu et désigné sous le numéro 283, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Charles Borromée, district de Joliette, pour procéder à sa vente à la charge en faveur de Aimé Riopel, bourgeois, de la ville de Joliette, le demandeur par reprise d'instance, d'une rente annuelle de sept francs et de trois minots et demi de blé, mesure française, payable la dite rente au domicile du dit Aimé Riopel, en la ville de Joliette, le onzième jour de novembre de chaque année.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Charles Borromée de Joliette, le **TROISIÈME** jour du mois d'AOUT prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

L. A. LAVALLEE,

Bureau du Shérif, Joliette, 28 juin 1909. **Député Shérif.** 2921-2
[Première publication, 3 juillet 1909.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette

Joliette, to wit : } **JEAN BAPTISTE BEAU-**
No. 4215. } **CHAMP, SENIOR**, of the
parish of l'Épiphanie, district of Joliette. **JOSEPH LAPORTE**, constable, of the city and district of Montreal.

A lot of irregular outline, being part of number 224, of the official plan and book of reference of the parish of l'Épiphanie, county of l'Assomption, said district ; bounded in front by the public road, and on the two sides, and in the rear by Cléophas St. Germain, being about 39 feet wide on the road, and about 14 feet in width in the rear, by a depth of 131 feet, more or less, with reserve in favor of Cléophas St. Germain, of a right of way nine feet in width by a depth of 50 feet, to the west of the said part of the said number 224, belonging to plaintiff—with house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of l'Épiphanie, district of Joliette, the **FIFTH** day of **AUGUST** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

L. A. LAVALLEE,

Sheriff's office, Joliette, 28th June, 1909. **Deputy Sheriff.** 2900
[First published, 3rd July, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Joliette

Joliette, to wit : } **DAME CLOTHILDE**
No. 8896. } **DETHIER**, of the town of
Joliette, wife separated as to property by marriage contract of Aimé Riopel, gentleman, of the same place, and by him duly authorized to ester en justice, for the purposes hereof, and the said Aimé Riopel, plaintiff par reprise d'instance, Plaintiff ; against **DAME ADELE MIRON**, widow of Joseph Denault, Adelide Miron, spinster, Emma Miron, spinster, Gilbert Miron, Joseph Miron, Emmanuel Miron and Eugène Miron, all absent in parts unknown, Defendants.

An immoveable known and designated under the number 283, on the official plan and book of reference of the parish of Saint Charles Borromée, district of Joliette, to be subject to the charge in favor of Aimé Riopel, gentleman, of the town of Joliette, the plaintiff par reprise d'instance, of an annual rent of seven francs and three minots and a half of wheat, french measure, the said rent to be payable at the domicile of the said Aimé Riopel, in the town of Joliette, the eleventh day of November in each year.

To be sold at the church door of the parish of Saint Charles Borromée de Joliette, the **THIRD** day of **AUGUST** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

L. A. LAVALLEE,

Sheriff's office, Joliette, 28th June, 1909. **Deputy Sheriff.** 2922
[Première publication, 3rd July, 1909.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DAME WILMA LOUISA**
 No 3514. } **BALTZLY**, épouse séparée de biens de Joseph Bodfish, lithographe, de la ville de Lachine, district de Montréal, et le dit Joseph Bodfish, afin d'autoriser sa dite épouse, et al, esqual., Demandeurs ; contre les terres et tenements de **JOHN WILCOCK**, du même lieu, marchand, Défendeur.

Un lot de terre faisant front sur l'avenue Papineau, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, composé des lots de subdivision numéros huit, neuf, dix, onze, douze et treize (8, 9, 10, 11, 12 et 13), sur le plan de subdivision dûment déposé et produit du lot numéro trois cent trente-cinq (335), et lots de subdivision un, deux, trois, quatre et cinq (1, 2, 3, 4 et 5), sur le plan de subdivision dûment fait et produit du lot numéro trois cent trente-six (336), tous sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis ; le dit lot contenant deux cent trente-deux pieds, cinq pouces de front, mesure anglaise, plus ou moins, sur toute la profondeur de la dite subdivision jusqu'à la ruelle en arrière et une superficie de 32087 pieds, mesure anglaise, plus ou moins.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
 Montréal, 21 juillet 1909. 3203
 [Première publication, 24 juillet 1909.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **AMELUCE LANTAGNE** ;
 No 1034. } contre **FRANÇOIS ROUSSEAU**, à savoir :

Le lot No 491 (quatre cent quatre-vingt-onze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Henri de Lauzon, étant une terre située, concession la Grillage—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri, comté de Lévis, le DOUZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Québec, 24 juin 1909. 2979-2
 [Première publication, 10 juillet 1909.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **FRANK BLAIS** ; contre
 No 469. } **HONORE HUDON**, à savoir :

Le lot No 11 (numéro onze), du cadastre officiel du sixième rang du canton de Montauban, étant un lot de terre situé dans la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf ; borné au nord à Elie Hudon, au sud à Xavier Petit, à l'est à Ferdinand Lavoie, et à l'ouest par la rivière Batiscan—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf, le DOUZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Québec, 24 juin 1909. 2977-2
 [Première publication, 10 juillet 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAME WILMA LOUISA**
 No. 3514. } **BALTZLY**, wife separate as to property of Joseph Bodfish, lithographer, of the town of Lachine, district of Montreal, and the said Joseph Bodfish, to authorize his said wife, et al, es qual., Plaintiffs ; against the lands and tenements of **JOHN WILCOCK**, of the same place, merchant, Defendant.

A block of land fronting on Papineau avenue, in the Saint Denis ward, of the city of Montreal, composed of subdivision lots numbers eight, nine, ten, eleven, twelve and thirteen (8, 9, 10, 11, 12 and 13), on the subdivision plan duly deposited and filed of lot number three hundred and thirty five (335), and subdivision lots one, two, three, four and five (1, 2, 3, 4, and 5), on subdivision plan duly made and filed of lot number three hundred and thirty six (336), all on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis : said block containing two hundred and thirty two feet, five inches in front, english measure, more or less, by all the depth of said subdivision to the lane in rear and a superficies of 32087 feet, english measure, more or less.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SIXTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
 Montreal, 21st July, 1909. 3204
 [First published, 24th July, 1909.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **AMELUCE LANTAGNE** ;
 No. 1034. } against **FRANCOIS ROUSSEAU**, to wit :

Lot No. 491 (four hundred and ninety one), of the official cadastre for the parish of Saint Henri de Lauzon, being a land situate in concession la Grillage—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Henri, county of Lévis, the TWELFTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Québec, 24th June, 1909. 2980
 [First published, 10th July, 1909.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **FRANK BLAIS** ; against
 No. 469. } **HONORE HUDON**, to wit :

Lot No. 11 (number eleven), of the official cadastre of the sixth range of the township Montauban, being a lot of land situate in the parish of Notre-Dame-des-Anges, county of Portneuf ; bounded on the north by Elie Hudon, on the south by Xavier Petit, on the east by Ferdinand Lavoie, and on the west by the Batiscan river—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-des-Anges, county of Portneuf, the TWELFTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's office, Sheriff.
 Québec, 24th June, 1909. 2978
 [First published, 10th July, 1909.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit du comté d'Yamaska.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **NAPOLÉON LORANGER**,
No 5999. } Demandeur ; contre **THE**
PEAT GAS COAL CO., Défenderesse.

Les bâties et machineries incorporées à icelles appartenant à la défenderesse, érigées sur un terrain situé en la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, dans le quatrième rang, de la contenance de un arpent et quart de largeur sur trois arpents de profondeur, à partir du chemin de front ; tenant devant au dit chemin de front, derrière et du côté nord-est à Donat Tessier, et du côté sud-ouest à Joseph Neveu, le dit terrain faisant partie du lot de terre décrit aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, par et sous le numéro deux cent vingt-six (226), ainsi que de tous les droits de la dite défenderesse, sur le dit terrain en vertu d'un bail, à elle consenti par Donat Tessier, cultivateur, de la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, par acte reçu M^{re} Jos. Desrosiers, notaire, le 19 février 1907, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté d'Yamaska, sous le No 46923, pour 15 ans, à raison de \$15.00 par année de loyer au dit Donat Tessier, et après les dites quinze années, à raison de \$25.00 par année aussi longtemps que la compagnie et ses ayant cause y feront ou jugeront à propos d'y faire de l'exploitation, à la charge par l'acquéreur de payer au dit Donat Tessier le loyer annuel ci-dessus mentionné et d'accomplir les autres obligations du dit bail.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, le **VINGT-CINQUIÈME** jour du mois d'**AOUT** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Sorel, 20 juillet 1909. Shérif. 3163
[Première publication, 24 juillet 1909.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure—District de Rimouski.

No 3620. } **J. E. LAUZIER**, Lac Marquis, Sayabec, failli, et **CHARLES DANJOU**, curateur.

1° Une terre située en la paroisse de Sainte-Marie de Sayabec, contenant environ soixante et dix acres en superficie, tel que le tout est actuellement—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances, et connue et désignée sous le numéro onze (11), du cadastre officiel du douzième rang du canton McNider.

2° Un lopin de terre contigu à la terre ci-dessus, contenant environ un arpent et un tiers de front sur la profondeur de la terre, faisant partie (du côté est) de la terre portant le numéro dix (10), du cadastre officiel du douzième rang du canton McNider, paroisse de Sayabec, et étant toute la partie de la dite terre comprise entre la partie déjà vendue

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court of the county of Yamaska.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **NAPOLÉON LORANGER**,
No. 5999. } Plaintiff; against **THE PEAT**
GAS COAL CO., Defendant.

The buildings and machinery embodied therein, belonging to defendant, erected on a lot situate in the parish of Saint Bonaventure d'Upton, in the fourth range, containing one arpent and a quarter in width by three arpents in depth, starting from the front road ; bounded in front by the said front road, in the rear and on the north east side by Donat Tessier, and on the south west side by Joseph Neveu, the said lot forming part of the lot of land described on the official plan and book of reference of the parish of Saint Bonaventure d'Upton, by and under the number two hundred and twenty six (226), as well as all the rights of the said defendant on the said lot under a lease consented to it by Donat Tessier, farmer, of the parish of Saint Bonaventure d'Upton, by deed received by M^{re} Jos. Desrosiers, notary, the 19th February, 1907, and registered in the registry office of the county of Yamaska, under the No. 46923, for 15 years, at the rate of \$15.00 rent per annum to the said Donat Tessier, and after the said fifteen years, at the rate of \$25.00 per annum as long as the company and its assigns shall work or deem it expedient to carry on work thereon, subject to the charge of the purchaser paying the said Donat Tessier the annual rent hereinabove mentioned and to fulfil the other obligations of the said lease.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Bonaventure d'Upton, the **TWENTY FIFTH** day of the month of **AUGUST** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sorel, 20th July, 1909. Sheriff. 3164
[First published, 24th July, 1909.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Rimouski.

No. 3620. } **J. E. LAUZIER**, Lake Marquis, Sayabec, insolvent, and **CHARLES DANJOU**, curator.

1. A land situate in the parish of Sainte Marie de Sayabec, containing about seventy acres in superficies, as the whole actually is—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and known and designated under the number eleven (11), of the official cadastre of the twelfth range of McNider township.

2. A piece of land contiguous to the above, containing about one arpent and a third in front by the depth of the land forming part (on the east side) of the land, bearing the number ten (10), of the official cadastre of the twelfth range of McNider township, parish of Sayabec, and being the whole of the part of the said land, comprised between the

par monsieur St. Pierre à un nommé François Marquis, et qui mesure trois arpents de front, et la dite terre numéro onze, au cadastre officiel du douzième rang du canton McNider dans la partie annexée à Sayabec.

3° Un lopin de terre situé en la dite paroisse de Saint-Moïse, contenant environ trois acres de front sur dix acres de profondeur; borné au nord par les terres du canton McNider, au sud par le chemin de fer Intercolonial, à l'est par la terre de Célestin Smith, junior, et à l'ouest par celle de Thomas Harrison, et étant toute la partie du lot ci-après désigné, qui se trouve comprise entre le chemin de fer Intercolonial et le fronteau nord du dit lot. Ce terrain fait partie de la terre connue et désignée sous le numéro quatre-vingt-quatre A (84 A), du rang nord-est du chemin Matapédia, au cadastre officiel du canton Awantjish.

Pour être vendus à la porte de l'église de Sainte-Marie de Sayabec, le TROISIEME jour du mois d'AOUT mil neuf cent neuf, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. DANJOU,

Bureau du shérif, Shérif.
Rimouski, 30 juin 1909. 2925-2
[Première publication, 3 juillet 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, } ARTHUR CHARLES
Provinces de Québec, } LANDRY, marchand,
District de Rimouski, } Mont-Joli, vs. JOSEPH-
No 3815 } DESROSIERS, proprié-
taire de moulin, de Saint-Damase, Défendeur.

Un terrain, distrait de la terre d'Olivier Bélanger, situé au septième (7e) rang du canton de MacNider, de la paroisse de Saint-Damase, contenant environ deux arpents en superficie; borné au nord et à l'est, à Olivier Bélanger, au sud à une écluse se trouvant sur le terrain du dit Olivier Bélanger, à l'ouest à une clôture qui sépare le terrain du défendeur de celui du dit Olivier Bélanger—avec bâtisses cessus contruites, y compris le moulin et toutes les machines qui servent à son exploitation, bouilloires, engins, shafts, courroies, poulies, etc. A distraire un carriage, des bancs de scie et toutes leurs poulies, huit marbres broquettes, un botter complet pour billots avec les shafts et straps de toutes ces machines. Ce terrain est connu et désigné comme étant une parcelle du lot numéro trente-huit (38), du cadastre du dit canton MacNider, comme étant partie du lot numéro trente-huit B. (38 B. P.), du cadastre officiel du dit canton MacNider, septième rang (7ième) et paroisse de Saint-Damase.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Damase, le QUATRIEME jour du mois d'AOUT mil neuf cent neuf, à MIDI.

CHS. DANJOU,

Bureau du shérif, Shérif.
Rimouski, 30 juin 1909. 2927-2
[Première publication, 3 juillet 1909.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir: } OTIS SHURTLEFF;
No. 127. } contre MABEL E.
MOSHER ET AL, et Daniel W. Mosher, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs issus du mariage de feu Wesley D. Mosher avec feue Ada Martin, son épouse, Défendeurs.

part already sold by Mr. St. Pierre to a man named François Marqui, and measuring three arpents in front, and the said land number eleven, on the official cadastre of the twelfth range of McNider township in the part annexed to Sayabec.

3. A piece of land situate in the said parish of Saint Moïse, containing about three acres in front by ten acres in depth; bounded on the north by the lands of McNider township, on the south by the Intercolonial Railway, on the east by the land of Celestin Smith, junior, and on the west by that of Thomas Harrison, and being the whole of the part of the lot hereafter designated, which is comprised between the Intercolonial Railway and the north frontal of the said lot. Such lot forms part of the land known and designated under the number eighty four A (84 A), of the north east range of the Matapédia road, on the official cadastre of the township Awantjish.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Marie de Sayabec, the THIRD day of the month of AUGUST, one thousand nine hundred and nine, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DANJOU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, 30th June, 1909. 2926
[First published, 3rd July, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, } ARTHUR CHARLES
Province of Quebec, } LANDRY, merchant,
District of Rimouski, } Mont Joli; vs JOSEPH
No. 3815 } DESROSIERS, mill owner,
of Saint Damase, Defendant.

A piece of ground, taken of the land of Olivier Belanger, situate in the seventh (7th) range of MacNider, township of the parish of Saint Damase, containing about two arpents in superficies; bounded on the north and on the east by Olivier Belanger, on the south by a dam on the land of the said Olivier Belanger, on the west by a fence which divides the ground of the defendant, from that of the said Olivier Belanger—with buildings thereon erected, including the mill and all the machinery for the working thereof, boilers, engines, shafts, belting, pullis, &c. To subtract, a carriage, saw benches and all their pullis, eight marble slabs, a complete log butter with shafts and straps of all the machinery. This piece of ground is known and designated as being a part of lot number thirty eight (38), of the cadastre of the said MacNider township, and as being part of lot number thirty eight B (P. 38 B), of the official cadastre of the said MacNider township, seventh range (7th), and parish of Saint Damase.

To be sold at the church door of the parish of Saint Damase, the FOURTH day of the month of AUGUST, nineteen hundred at nine, at NOON.

CHS DANJOU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, 30th June, 1909. 2828
[First published, 3rd July, 1909.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit: } OTIS SHURTLEFF,
No 127. } Plaintiff; against
MABEL E. MOSHER ET AL, and Daniel W. Mosher, in his quality of tutor to the minor children issue of the marriage of the late Wesley D. Mosher, with the late Ada Martin, his wife, Defendants

Une terre située dans le canton de Barnston, dans le comté de Stanstead, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Barnston, comme lots numéros cinq D (5 D) et six C (6 C), dans le dixième rang du dit canton—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse du Sacré Cœur de Jésus, dans le village de Stanstead Plain, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

R. A. BIRON,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Sherbrooke, 19 juillet 1909. 3149
[Première publication, 24 juillet 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-François, à savoir : } **THE EASTERN**
No 14. } **TOWNSHIPS**
BANK, Demanderesse ; contre LOUIS LAVOIE
ET AL, Défendeurs.

Saisi comme appartenant à Joseph Lavoie, un des défendeurs en cette cause, les immeubles suivants, savoir :

Une terre située dans le canton de Stanstead, dans le comté de Stanstead, connue et désignée comme suit :

Les lots de terre numéros mille soixante et un (1061) et mille soixante et trois (1063), dans le treizième rang du dit canton, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Stanstead, et toutes ces parties des lots numéros mille soixante et quatre (1064) et mille soixante et cinq (1065), dans le dit treizième rang, sur le dit plan du cadastre et au livre de renvoi du dit canton de Stanstead, situés sur le côté ouest du chemin public traversant les dits deux lots ; bornés à l'est par le chemin public, à l'ouest par le dit lot du cadastre mille soixante et trois (1063), au sud par le lot du cadastre mille soixante et huit (1068), et au nord par les lots du cadastre mille soixante et un (1061) et mille cinquante-sept (1057)—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, dans le village de Stanstead Plain, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

R. A. BIRON,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Sherbrooke, 21 juillet 1909. 3177
[Première publication, 24 juillet 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } **JOSEPH GODBOUT,**
No 196. } **FILS, Demandeur ; vs**
GEORGE GODBOUT, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur :

Un morceau de terre situé dans la paroisse de Saint-George de Windsor, dans le comté de Richmond, connu et désigné sur le plan du cadastre et au livre de renvoi officiels du canton de Windsor, comme étant le lot numéro deux cent cinquante-deux (252) dans le troisième rang, moins un demi arpent sud-est du dit lot, sur toute la profondeur d'icelui ; borné en front par le chemin du troisième rang, en arrière par le chemin du quatrième rang, d'un côté par un terrain appartenant à Joseph Lépine, et de l'autre côté par la dite réserve d'un demi arpent sur la profondeur du dit lot, appartenant à Napoléon Marcotte—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-George de Windsor, le TROISIÈME jour d'AOUT prochain, à UNE heure de l'après-midi.

R. A. BIRON,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Sherbrooke, 30 juin 1909. 2923-2
[Première publication, 3 juillet 1909.]

A farm property situate in the township of Barnston, in the county of Stanstead, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Barnston, as lots numbers five D (5 D) and six C (6 C), in the tenth range of the said township—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Sacré Cœur de Jésus, in the village of Stanstead Plain, on the TWENTY FOURTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

R. A. BIRON,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Sherbrooke, 19th July, 1909. 3150
[First published, 24th July, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.
Saint Francis, to wit : } **THE EASTERN**
No. 14. } **TOWNSHIPS**
BANK, Plaintiff ; against LOUIS LAVOIE ET AL,
Defendants.

Seized as belonging to Joseph Lavoie, one of the defendants in this cause, the following immovables, to wit :

A farm property situate in the township of Stanstead, in the county of Stanstead, known and described as follows :

The lots of land numbers ten hundred and sixty one (1061), and ten hundred and sixty three (1063), in the thirteenth range of the said township, upon the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Stanstead, and all these parts and portions of the lots numbers ten hundred and sixty four (1064) and ten hundred and sixty-five (1065), in the said thirteenth range, upon the said cadastral plan and book of reference of the said township of Stanstead, which lie on the westerly side of the highway crossing the said two lots ; bounded easterly by the highway, westerly by said cadastral lot number ten hundred and sixty three (1063), southerly by cadastral lot ten hundred and sixty eight (1068), and northerly by cadastral lot's ten hundred and sixty one (1061) and ten hundred and fifty seven (1057)—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Sacré Cœur de Jésus, in the village of Stanstead Plain, on the TWENTY FOURTH day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

R. A. BIRON,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Sherbrooke, 21st July, 1909. 3178
[First published, 24th July, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-François.
Saint Francis, to wit : } **JOSEPH GODBOUT,**
No. 196. } **JUNIOR, Plaintiff ;**
vs GEORGE GODBOUT, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant :

A piece of land situate in the parish of Saint George de Windsor, in the county of Richmond, known and designated on the official plan and book of reference of the township of Windsor, as being lot number two hundred and fifty two (252), in the third range, less a south-east half arpent of the said lot, for the whole depth of the same ; bounded in front by the road of the third range, in the rear by the road of the fourth range, on one side by a lot belonging to Joseph Lépine, and on the other side by the said reserve of a half arpent on the depth of the said lot, belonging to Napoléon Marcotte—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint George de Windsor, the THIRD day of AUGUST next, at ONE o'clock in the afternoon.

R. A. BIRON,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Sherbrooke, 30th June, 1909. 2924
[First published, 3rd July, 1909.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLICO est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir : } **LA BANQUE DE**
No. 88. } **SAINT-HYACINTHE ET AL.** Demandeurs ; contre **JOSEPH DEPOT**, de Saint-Césaire, Défendeur.

Un immeuble situé au village de Saint-Césaire, comté de Rouville, dit district, rue Saint-Paul, connu et désigné comme étant le numéro cent quatre-vingt (180), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Césaire—avec les bâtisses y érigées.

Tous les droits et prétentions sur les parties de terrain aujourd'hui occupées par Robert Ostiguy et autrefois par Michel Allaire, du côté est du dit No 180 ; sur lesquelles parties de terrain, certaines parties de bâtisses sont érigées, tel que décrit dans un acte reçu devant M^{re} G. A. Gigault, N. P., le 4 mars 1872, et enregistré au comté de Rouville, sous No 8332 et autres actes à cet effet.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Césaire, comté de Rouville, **MARDI**, le **VINGT-QUATRIEME** jour d'**AOÛT** prochain (1909), à **UNE** heure de l'après-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 20 juillet 1909. 3169
[Première publication, 24 juillet 1909.]

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Canada, } **IN RE FERDINAND**
Province de Québec, } **BOULAIS**, insol-
District de Saint-Hyacinthe. } **solvable, et NA-**
No 30. } **POLEON BOU-**
LAIS, requérant cession de biens, et **A. TUR-**
COTTE, curateur.

L'immeuble ci-après décrit du dit insolvable, savoir :

Un lopin de terre situé en la paroisse de Saint-Michel de Rougemont, du côté sud du rang double, de la contenance de soixante pieds de largeur sur cent dix pieds de profondeur ; borné en front au chemin du rang double, en profondeur par une partie du lot de terre appartenant à Joseph Thurrier, d'un côté à l'ouest par le terrain appartenant à Ludger Brault, et celui de la corporation scolaire, et de l'autre côté par une rue ; le dit terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Césaire, comme faisant partie du lot numéro cinq cent huit (508)—avec une maison et magasin y érigés.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Michel de Rougemont, district de Saint-Hyacinthe, **MARDI**, le **TROISIEME** jour d'**AOÛT** prochain 1909, à **UNE** heure de l'après-midi.

J. L. CORMIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 24 juin 1909. 2841-2
[Première publication, 3 juillet 1909.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLICO est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinth.
Saint Hyacinth, to wit : } **LA BANQUE DE**
No. 88. } **SAINT-HYACINTHE ET AL.** Plaintiffs ; against **JOSEPH DEPOT**, of Saint Césaire, Defendant.

A piece of ground situate in the village of Saint Césaire, county of Rouville, said district, on Saint Paul street, known and designated as being the number one hundred and eighty (180), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Césaire—with buildings thereon erected.

All the rights and pretensions on the parts of ground now occupied by Robert Ostiguy and formerly by Michel Allaire, on the east side of said lot No. 180 ; on which parts of ground a part of buildings are erected, as described in a deed before M^{re} G. A. Gigault, N. P., the fourth of March, 1872, and registered in the county of Rouville, under No. 8332 and other deeds to that effect.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Césaire, county of Rouville, **TUESDAY**, the **TWENTY FOURTH** day of **AUGUST** next (1909), at **ONE** o'clock in the afternoon.

J. L. CORMIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 20th July, 1909. 3170
[First published, 24th July, 1909.]

CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinth.
Canada, } **IN RE FERDINAND**
Province of Québec, } **BOULAIS**, insol-
District of Saint Hyacinth. } **vent ; and NAPO-**
No. 30. } **LEON BOULAIS**,
petitioner, and **A. TURCOTTE**, curator.

The immovable of the said insolvent hereinafter described, to wit :

A piece of ground situate in the parish of Saint Michel de Rougemont, on the south side of range "double", containing sixty feet in width by one hundred and ten feet in depth ; bounded in front by the road of range "double", in depth by a part of lot belonging to Joseph Thurrier, on the west side by the ground belonging to L. Brault, and the corporation scolaire, and on the other side by a street ; said piece of ground known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Césaire, as being a part of lot number five hundred and eight (508)—with a building and a store thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Michel de Rougemont, district of Saint Hyacinth, **TUESDAY**, the **THIRD** day of **AUGUST** next, at **ONE** of the clock in the afternoon.

J. L. CORMIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 24th June, 1909. 2842
[First published, 3rd July, 1909.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **DAME EMILIE LE-**
No 526. } **GENDRE, Deman-**
deresse ; contre **JOSEPH ELZEAR LARAMEE,**
Défendeur.

Un terrain situé en la ville de Shawinigan Falls, étant la juste moitié sud-ouest d'un emplacement faisant partie du lot numéro six cent vingt-six (626), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore, contenant en total soixante et dix pieds de largeur en front et soixante et cinq pieds de largeur à la profondeur, sur la profondeur de quatre-vingt-quinze pieds, le tout à mesure anglaise ; borné en front par une rue bien connue, en profondeur par Alfred Gélinas, père, au côté nord-est par Napoléon Veillette, et au côté sud-ouest par Joseph Roy—avec la partie sud-ouest de la maison à trois étages construites sur la totalité du dit emplacement, à partir du mur de séparation de la dite maison qui se trouve au sud-ouest du passage et à cinq pieds au sud-ouest de la ligne de division deux demi moitiés du dit emplacement, ayant dix pieds de largeur dont cinq pieds se trouvant sur chacune des deux dites moitiés d'emplacement, depuis la dite rue jusqu'à quatorze pieds en arrière de leurs maisons.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre de Shawinigan, en la ville de Shawinigan Falls, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif,

Trois-Rivières, 21 juillet 1909.

[Première publication, 24 juillet 1909.]

Shérif.

3181

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **JOHN FORMAN, De-**
No 466. } **mandeur ; vs URGEL**
BEAUPRE, Défendeur.

1° Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Flore, dans la concession sud-est du chemin des Piles, contenant quatre-vingt-dix pieds de front sur la profondeur de quatre-vingt-dix pieds ; borné en front par le chemin public, en profondeur et du côté nord-est par Lazare Beaupré, et du côté sud-ouest par le chemin de pieds qui conduit au moulin à farine d'Eugène Beaupré, et faisant partie du lot de terre numéro cent quatre-vingt-dix (190), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de Sainte-Flore.

2° Une bâtisse à deux étages, dont le premier étage est en pierre et le deuxième étage en bois, d'une dimension de dix-huit pieds par vingt-quatre, construite sur partie du lot numéro cent quatre-vingt-onze (191), du susdit cadastre, à la charge par l'adjudicataire d'enlever la dite bâtisse

3° Un certain morceau de terre de forme irrégulière, situé en la paroisse de Sainte-Flore, en la concession susdite, contenant en superficie un demi arpent, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, et étant cette partie du lot de terre numéro cent quatre-vingt-onze (191), du dit cadastre, comprise entre la rivière Shawinigan et une ligne qui partirait de l'extrémité sud du quai de bois actuel et irait en ligne droite à la dite rivière—avec ensemble le moulin à carder y érigé et ses accessoires, le pouvoir d'eau nécessaire pour faire marcher le dit moulin à carder, un chemin pour communiquer tant qu'à pieds qu'en voiture du chemin public de la dite concession au dit moulin à carder. A distraire du dit morceau de terre, cette partie qui se trouve à quatre pieds du corps principal du dit moulin à carder, côté sud-est, partant de la dite rivière à aller vers le sud, en ligne droite, jusqu'à une distance de quatre-vingt-dix pieds du dit moulin, et cette autre partie qui se trouve au sud-ouest d'une ligne qui partirait du bout des dits quatre-vingt-dix pieds et irait se terminer au dit quai, en passant à dix pieds de l'étable d'Eugène Beaupré, côté nord-est.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **DAME EMILIE LE-**
No. 526. } **GENDRE, Plaintiff ;**
against **JOSEPH ELZEAR LARAMEE, Defend-**
ant.

A lot situate in the town of Shawinigan Falls, being the exact south west half of an emplacement forming part of lot number six hundred and twenty six (626), of the official cadastre of the parish of Saint Flore, containing in all seventy feet in width in front and sixty five feet in width in the rear by a depth of ninety five feet, the whole english measure ; bounded in front by a well known road, in depth by Alfred Gelin, senior, on the north east side by Napoleon Veillette, and on the south west side by Joseph Roy—with the south west portion of the three story house erected on the whole of the said emplacement, from the division wall of the said house which is on the south west of the passage and five feet to the south west of the division line of the two halves of the said emplacement, being ten feet in width of which five feet are on each of the two said halves of emplacement, from the said street to fourteen feet in rear of their houses.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre de Shawinigan, in the town of Shawinigan Falls, the TWENTY FOURTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office,

Three Rivers, 21st July, 1909.

[First published, 24th July, 1909.]

Sheriff.

3182

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **JOHN FORMAN,**
No. 466. } **Plaintiff ; vs URGEL**
BEAUPRE, Defendant.

1. A lot situate in the parish of Saint Flore, in the south east concession of the Piles road, containing ninety feet in front by the depth of ninety feet ; bounded in front by the public road, in depth and on the north east side by Lazare Beaupré, and on the south west side by the foot road leading to the flour mill of Eugène Beaupré, and forming part of the lot of land number one hundred and ninety (190), of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint Maurice, for the parish of Saint Flore.

2. A two story building, of which the first story is of stone and the second of wood, of the dimension of eighteen feet by twenty four, erected on part of lot number one hundred and ninety one (191), of the aforesaid cadastre, subject to the charge of the purchaser taking away the said building.

3. A certain lot of land of irregular outline, situate in the parish of Saint Flore, in the aforesaid concession, containing in area one half arpent, more or less, without warranty of precise measure, and being that part of the lot of land number one hundred and ninety one (191), of the said cadastre, comprised between the river Shawinigan and a line starting from the southern extremity of the actual wooden wharf and going in a straight direction to the said river—together with the carding mill thereon erected and its accessories, the water power needed to drive the said carding mill, a road communication for walking and driving from the public road of the said concession to the said carding mill. Reserving from the said piece of land that part which is at four feet from the said carding mill, south east side, starting from the said river and going south in a straight line, to a distance of ninety feet from the said mill, and that other part which is south west of a line starting from the end of the said ninety feet and going to terminate at the said wharf, passing at ten feet from Eugène Beaupré's stable, north east side.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flore, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 21 juillet 1909. 3179
[Première publication, 24 juillet 1909]

To be sold at the church door of the parish of Saint Flore, the TWENTY FOURTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 21st July, 1909. 3180
[First published, 24th July, 1909.]

Avis du Gouvernement

La compagnie "The West India Co., Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec. Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires de la compagnie dans la province, est dans la rue Saint-Nicolas, Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. John Samuel Ethelbert Brookfield, de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

Québec, 20 juillet 1909.

3189

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes supplémentaires ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du treizième jour de juillet 1909; par lesquelles le nom de "J. R. Roy & Cie" a été changé en celui de "Dominion Loose Leaf Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dix-neuvième jour de juillet 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

3197

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 15e jour de juillet 1909, constituant en corporation MM. Louis Trudeau, dentiste, Charles Auguste Trudeau, étudiant, Jacques Mathias Marcotte, comptable, Alphonse D. Desormeau, manufacturier, André Odoric Rondeau, avocat, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes, savoir : l'achat de divers animaux, spécialement la loutre, le vison, la martre etc., et l'élevage de ces animaux, la production de la peau à fourrure et l'exportation d'icelle.

La compagnie aura le droit de faire l'acquisition de propriétés et d'ériger sur icelles les bâtisses nécessaires dans l'intérêt de la dite compagnie, et de faire les affaires y ayant rapport, sous le nom de "Compagnie Zootechnique de Labelle", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingts (980) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, dans la province de Québec, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-unième jour de juillet 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

3195

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinziesme jour de juillet 1909, constituant en corporation MM. James McKell, cultivateur, John Brown, cultivateur, Egbert Mahon, marchand, James C. Shanks, docteur en médecine, Robert R. Ness,

Government Notice

"The West India Company, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec. The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue at the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Saint Nicholas street, Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. John Samuel Ethelbert Brookfield of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial secretary.

Québec, 20th July, 1909.

3190

Public notice is hereby given that, under the joint stock companies' incorporation act, supplementary letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, dated the 13th of July, 1909, by which the name of "J. R. Roy & Cie" has been changed into that of "Dominion Loose Leaf, Limited".

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this nineteenth day of July, 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

3198

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 15th day of July, 1909, incorporating Messrs. Louis Trudeau, dentist, Charles Auguste Trudeau, student, Jacques Mathias Marcotte, accountant, Alphonse D. Desormeau, manufacturer, André Odoric Rondeau, advocate, all of the city of Montreal, for the following purposes, to wit : the purchase of different animals, especially otter, mink, marten, etc., and the rearing of such animals, the production of fur skins and exploitation of same.

The company shall have the right to acquire property and erect thereon the necessary buildings in the interest of the said company, and to do anything in connection therewith, under the name of "Compagnie Zootechnique de Labelle," with a total capital of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into nine hundred and eighty (980) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The chief place of business of the corporation in the province of Quebec, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty first day of July, 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

3196

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fifteenth day of July, 1909, incorporating Messrs. James McKell, farmer, John Brown, farmer, Egbert Mahon, merchant, James C. Shanks, doctor of medicine, Robert R. Ness, farmer, Robert Kerr, farmer

cultivateur, Robert Kerr, cultivateur, Andrew Elliott, cultivateur, tous de Howick, comté de Châteauguay, dans les buts et objets suivants, à savoir : faire les affaires de conduire des hôtels de tempérance, restaurants et lieux d'amusements et de rafraîchissement où les liqueurs ou rafraîchissements contenant de l'alcool ne seront pas vendus ou fournis ; acheter, vendre et faire le commerce de toute sorte de boissons non-alcooliques ; acquérir par achat, bail ou autrement toutes propriétés, meubles et immeubles qui peuvent être nécessaires pour les objets pour lesquels la compagnie a été incorporée ; vendre, louer et faire le commerce autrement avec la dite propriété et en disposer, et hypothéquer ses immeubles et emprunter de l'argent sur garantie d'iceux ; faire les affaires en général de loueurs de chevaux et de voitures pour le transport de personnes, effets et baggages et toutes affaires y ayant rapport ; faire les affaires d'une compagnie de réfrigérateurs et marchands de foin, grain, charbon ou bois et toutes autres affaires de commerce ; construire et maintenir sur aucune propriété acquise ou posséder par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises ; acquérir posséder et mettre en opération le matériel nécessaire pour produire et fournir l'électricité pour les fins de chauffage, éclairage et pouvoir, dans le village de Howick, dans la dite province de Québec, sous le nom de "The Standard Hotel Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000 00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province de Québec, sera dans le village de Howick.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de juillet 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

3191

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, des lettres patentes supplémentaires ont été émises, ce jour, sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du dix-neuvième jour de juillet 1909, constituant en corporation M^{rs} Theodore M. Banta, caissier, Albert E. Osborne, marchand, tous deux de la cité de New-York, dans l'état de New-York, Henry W. Atwater, marchand, William C. Wilson, manufacturier, et William L. Maltby, marchand, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir :

Prendre tous les droits et se charger de toutes les obligations du club du même nom déjà incorporé comme un club de pêche et de chasse, sous la section 5493 des statuts révisés de la province de Québec ;

Acquérir les immeubles qui peuvent être nécessaires pour ses opérations et de louer les droits de pêche et de chasse tels que requis ;

Se plaindre par ses officiers et poursuivre en son nom incorporé devant les propres autorités toutes personnes trouvées pêchant ou traversant sur la propriété ou droits du dit club et pour toute infraction aux lois de chasse de la province de Québec ;

Construire des camps et maisons de pension requis par ses membres et les conduire à un prix par jour ou par semaine ;

Faire des contrats pour la construction de maisons et vendre toutes parties de la terre lui appartenant pour cette fin, et avoir le pouvoir d'aliéner son immeuble ou emprunter de l'argent et émettre des bons comme garantie d'iceux, et de faire toutes autres choses ayant rapport à la mise en opération des dits objets sous le nom de "The Mastigouche Fish and Game Club", avec un capital total de sept mille cinq cents piastres (\$7,500.00), divisé en soixante et quinze (75) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Andrew Elliott, farmer, all of Howick, county of Chateauguay, for the purposes and objects following, that is to say ; to carry on the business of conducting temperance hotels restaurants and places of refreshment and entertainment at which liquors or refreshments containing alcohol shall not be sold or supplied ; to buy sell and deal in all classes of non-alcoholic beverages ; to acquire by purchase, lease or otherwise any property movable and immovable which may be necessary for the objects of which the company has been incorporated ; to sell and dispose of, lease, or otherwise deal with its said property, and to mortgage and hypothecate its immovable property and borrow money upon the security thereof ; to carry on a general livery and cartage business for the conveyance of persons, goods and baggage, and any business incidental thereto ; to carry on the business of a cold storage company and dealers in hay, grain, coal or lumber, and any other mercantile business ; to construct and maintain upon and property acquired or held by the company hotels, restaurants, and such other buildings as may be deemed necessary to carry out the above undertakings ; to acquire, own and operate the necessary plant for producing and supplying electricity for the purposes of heat, light and power, in the village of Howick in said province of Quebec, under the name of "The Standard Hotel Company", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000 00), divided into four hundred (400) shares, of fifty (\$50.00) dollars each.

The principal place of business of the corporation in the province of Quebec, shall be in the village of Howick.

Dated from the office of the provincial secretary this twenty first day of July, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

3912

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, 1907, supplementary letters patent have been issued, this day, under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of July, 1909, incorporating Messrs. Theodore Banta, cashier, Albert E. Osborne, merchant, both of the city of New-York, in the state of New-York, Henry W. Atwater, merchant, William C. Wilson, manufacturer, and William L. Maltby, merchant, all of the city of Montreal, for the following purposes, viz :

To take over all the rights and assume all the liabilities of the club, of the same name already incorporated as fish and game club, under section 5493 of the revised statutes of the province of Quebec ;

To acquire such immovables as may be needed in its operations, and to lease such fishing and game rights as it may require ;

To complain of by its officers and to prosecute in its corporate character before the proper authorities any person found poaching or trespassing upon the property or rights of the said club or for any infringement of the game laws of the province of Quebec ;

To construct camps and boarding houses required by its members and to conduct the same at a daily and weekly charges ;

To contract for the building of houses and to sell any portions of the land that it owns for the purpose, and to have the power to alienate its real estate or to borrow money and issue bonds as security therefore, and to perform all other act incidental to the carrying out of the said object, under the name of "The Mastigouche Fish and Game Club", with a capital stock of seven thousand five hundred dollars (\$7,500 00), divided into seventy five (75) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province de Québec, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de juillet 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

3193

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quinzième jour de juillet 1909, constituant en corporation MM. Alphonse Leduc, négociant, Joseph Alexis Roch, négociant, Godfroi Courville, négociant, Ernest Clément, négociant, Zotique Leduc, négociant, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes, savoir: Acquérir comme industrie active, le commerce exercé actuellement en la cité de Montréal, sous la raison sociale "Alphonse Leduc," avec tout l'actif et le passif du propriétaire; faire un commerce général d'approvisionnement et de produits alimentaires et de foin, grains et toutes choses similaires; faire toutes les affaires d'un commerce d'épicerie; faire toutes les affaires et choses nécessaires et propres à l'achat, la vente, l'importation et la fabrication de marchandises de la même nature que celles vendues par la maison; acquérir la clientèle, droit, propriété et actif de toutes sortes et de prendre tout ou en partie des dettes d'une personne, société ou compagnie faisant le même genre d'affaires.

Faire des arrangements pour partager les profits ou une union d'intérêts avec toute autre personne ou compagnie, de prémonvoir et de devenir actionnaire de toute compagnie alliée, subsidiaire ou autre faisant des affaires semblables. D'acquérir par achat, loyer ou autrement et d'obtenir, d'avoir et de faire enregistrer des brevets d'invention et des droits d'inventeur, des marques de commerce, des noms et des procédés utiles et d'en disposer. De payer pour propriété, biens, droit ou privilèges vendus et pour services rendus à la compagnie, pour le tout ou pour partie, avec des actions acquittées de la compagnie.

Faire tous autres actes et choses nécessaires se rattachant à toutes les fins de la compagnie et propres à les atteindre et de faire les affaires y ayant rapport sous le nom de "La Compagnie A. Leduc, Limitée," avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province de Québec, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de juillet 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

3215

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 270.

Dame Elise Gauvin, du canton de Compton, épouse commune en biens de Pierre Robert, boucher et cultivateur, du canton de Compton, dans le district de Saint-François, et dûment autorisée aux fins des présentes par un juge de la cour supérieure de ce district, Demanderesse;

vs

Le dit Pierre Robert, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse, contre son dit époux.

M. O'BREADY,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, Qué., 15 juillet 1909. 3213

The principal place of business of the corporation in the province of Québec, shall be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this nineteenth day of July, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

3194

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the fifteenth day of July, 1909, incorporating Messrs. Alphonse Leduc, trader, Joseph Alexis Roch, trader, Godfroi Courville, trader, Ernest Clément, trader, Zotique Leduc, trader, all of the city of Montreal, for the following purposes, to wit: To acquire as a going concern the business now carried on in the city of Montreal, under the name and style of "Alphonse Leduc," with all the assets and liabilities of the proprietor; to carry on a general provision business in alimentary products, hay, grain and the like; to carry on a grocery business; to do any and everything necessary and proper for the purchase, sale, importation and manufacture of merchandise of a similar nature to that sold by the house; to acquire the goodwill, rights, property and assets of all kinds and to take over the whole or part of the debts of a person, partnership or company doing the same kind of business.

To make arrangements for sharing of profits or union of interests with any other person or company, to promote and become a shareholder of any allied, subsidiary or other company carrying on a similar business. To acquire by purchase, lease or otherwise, and to obtain, to own and have registered brevets d'invention and patent rights, trade marks, named and useful processes and dispose of same. To pay for the whole or part of property, goods, rights or privileges sold, and for services rendered to the company with its paid up shares.

To do anything necessary incidental to attain the purposes of the company, and to do anything in connection therewith under the name of "La Compagnie A. Leduc, Limitée", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twentieth day of July, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.

3216

Miscellaneous Notices

Province of Québec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No 270.

Dame Elise Gauvin, of the township of Compton, wife common as to property of Pierre Robert, butcher and farmer, of the township of Compton, in the district of Saint Francis, and duly authorized for the purposes hereof by a judge of the superior court of such district, Plaintiff;

vs

The said Pierre Robert, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff, against her husband.

M. O'BREADY,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, Que., 14th July, 1909. 3214

Avis de Faillites

District de Québec.

Re J. E. Z. Plamondon & Cie., marchands, Québec,
Insolvables.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 20 juillet 1909, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS.

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 22 juillet 1909.

3199

District de Québec.

Re P. F. Boulanger, marchand, Notre-Dame de
Charny, Insolvable.

Un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 9 août 1909, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 22 juillet 1909.

3201

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier dividende a été déclaré dans l'affaire de Wm. J. Dennis, de Québec, tailleur, payable le ou après le 11 d'août 1909.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,

Curateurs conjoints.

Québec, 22 juillet 1909.

3211

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re J. A. Milotte, marchand de chaussures, de
Montréal, Failli ;

et

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le et après le 11e jour d'août 1909, le et après lequel jour les collocations seront payables à mon bureau.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curateur.

No 60, rue Notre-Dame-Est, Montréal.
Montréal, 22 juillet 1909.

3207

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Re Theo. Joubert, marchand de chaussures, de
Montréal, Failli ;

et

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le et après le 10ème jour de août 1909, le et après lequel jour les collocations seront payables à mon bureau.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 22 juillet 1909.

3209

Cour Supérieure—Montréal.

No 162.

Dans l'affaire de Albert Strang, entrepreneur, de la
cité de Westmount, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 9e jour d'août 1909, après laquelle date les dividendes seront payés.

H. J. ROSS,

Curateur.

180, rue Saint-Jacques.
Montréal, 20 juillet 1909.

3205

Bankrupt Notices

District of Quebec.

Re J. E. Z. Plamondon & Cie., merchants, Quebec,
Insolvents.

In virtue of an order of the court, dated 20th July, 1909, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building,
Quebec, 22nd July, 1909.

3200

District of Quebec.

Re P. F. Boulanger, merchant, Notre Dame de
Charny, Insolvent.

A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 9th August, 1909, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 22nd July, 1909.

3202

Notice is hereby given that a first and final dividend has been declared in the matter of Wm. J. Dennis, of Quebec, tailor, payable on or after the 11th of August, 1909.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,

Joint curators.

Quebec, 22nd July, 1909.

3212

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re J. A. Milotte, boot and shoe merchant, of
Montreal, Insolvent ;

and

Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable at my office, on and after the 11th day of August, 1909, on and after which date collocated dividends will be payable at my office.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curator.

No. 60, Notre-Dame street East, Montreal.
Montreal, 22nd July, 1909.

3208

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Re Theo. Joubert, boot and shoe merchant, of
Montreal, Insolvent ;

and

Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet is prepared and will be payable at my office, on and after the 10th day of August, 1909, on and after which date the collocations will be payable at my office.

ALEXANDRE DESMARTEAU

Curator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 22nd July, 1909.

3210

Superior Court—Montreal.

No. 162.

In the matter of Albert Strang, contractor, of the
city of Westmount, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the 9th day of August, 1909, after which date dividend will be paid.

H. J. ROSS,

Curator.

180, Saint James street.
Montreal, 20th July, 1909.

3206

PROVINCE DE QUÉBEC.
—
VILLE DE LONGUEUIL.

Avis public est par les présentes donné par M. Dagenais, secrétaire-trésorier, que les lots de terre ou emplacement ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère public, à l'hôtel de ville de cette ville, MERCREDI, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET courant, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales et scolaires et autres chartes conformément aux dispositions de la charte de cette ville, 7 Édouard VII, P. Q., à moins que les dites taxes et autres charges ainsi que les frais alors encourus ne soient payés avant la vente, savoir :

PROVINCE OF QUEBEC.
—
TOWN OF LONGUEUIL.

Public notice is hereby given by M. Dagenais, secretary treasurer, that the lots of lands or emplacement hereinafter mentioned shall be sold by public auction, in the town hall of said town, on WEDNESDAY, the TWENTY EIGHTH day of JULY instant, at TEN o'clock in the forenoon, for the municipal and school taxes and other dues in conformity with the provisions of the charter of this town, 7 Edward VII, P. Q., unless the said taxes and other dues with costs there incurred be paid before the sale to wit :

No. rôle. — No. of roll.	Numéro du cadastre. — Number of cadaster.	Noms. — Names.	Etat. — Occupation.	Taxe municipale. — Municipal tax.	Taxe de l'eau. — Water tax.	Taxe scolaire. — School tax.	Taxe de canaux. — Drains tax.	Intérêt. — Interest.	Frais. — Costs.	Total.
380	348-32.....	Alfred Elliot, rôle—roll. Gustaf Gyl- ling, B. Eng.—R. Off.....	Manufacturier- Manufacturer.	\$ 46 50	.....	\$ 13 96	.....	\$ 4 29	.....	\$64 75
477	348-242.....	George W. Wilson, B. Eng.—Reg. Off G. W. Wilson, rôle—roll.....	Manufacturier- Manufacturer.	6 00	.....	.....	.....	0 46	.....	6 46
508	348-276.....	Succession—Estate W. Dowling, rôle— roll. Jane Condon, veuve—widow W. Dowling. Héritiers—Heirs Dow- ling, B. Eng.—Reg. Off.....	.....	29 00	.....	.....	.....	2 22	.....	31 22
586	348-500.....	Succession—Estate Oswald St. Jacques.	.....	4 00	.....	1 30	.....	0 61	.....	5 91
686, 687	348-567.....	Jules Brien Durocher.....	Entrepreneur— Contractor....	4 00	.....	1 30	.....	0 61	.....	5 91
801	340-3-2, 340 4-1 re sub., 340 2, 340-3, 340-4.....	Charles Nerbonne.....	Maçon.—Mason	123 40	63 90	57 27	.....	27 00	11 75	282 32
837	343-6.....	Ovila Gagnon, rôle—roll. Marie-Louise Maheu, épouse de—wife of Louis Pro- vost, B. Eng.—R. Off.....	.....	4 76	.....	1 64	.....	0 34	.....	6 74
1101	154-70 71, 154-72 73, Succes- sion—Estate W. S. Walker.	Succession—Estate W. S. Walker, B. Eng.—Reg. Off. Mary A. Walker, épouse de—wife of John Smith.....	.....	28 00	.....	.....	344 27	10 36	.....	382 63

1145	155-4, 8, 49, Andrew Hardie. Rôle—Roll.....	Inconnu—Unknown, B. Eng.—Reg. Off.	9 00	.....	.....	64 30	2 04	.....	75 34
835	340-A.....	Marie Thérèse Brunet..... Fille majeure— Spinster.....	1 50	.....	0 60	.....	0 09	.....	2 19
1079	154-29 9/10, devis N. O. N. W	Inconnu—Unknown	2 00	.....	.....	.....	0 15	.....	2 15

Donné à Longueuil, le 14 juillet 1909.—Given at Longueuil, this 14th July, 1909.

M. DAGENAIS,
Secrétaire-trésorier. — Secretary treasurer.
3133-34

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 30.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS : — Dmes Bédard vs Tétrault, 1380 ; Benard vs Larouche, 1380 ; Candour vs Aboussafy, 1378 ; Charron vs Diotte, 1379 ; Choquette vs Archambault, 1380 ; Flanders vs Alger, 1380 ; Gauvin vs Robert, 1396 ; Krakover vs Besner, 1379 ; MacQueen vs O'Farrell, 1389 ; Mercier vs Gardner, 1379 ; Pichette vs Gladu, 1379 ; Rabinovitch vs Dorobaner, 1379.

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 1367.

ASSEMBLÉE : — Examineurs des candidats à la charge d'inspecteur d'écoles, 1373.

ASSURANCE : — Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Robert, 1378.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 1375 ; Conseil législatif, 1373.

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES OPÉRATIONS : — The West India Coy Ltd., 1394.

DEMANDE À LA LÉGISLATURE : — The Laurentian Society for the Treatment and Control of Tuberculosis, 1377.

FAILLIS : — Beauchemin, 1382 ; Boisvert, 1381 ; Boulanger, 1397 ; Dennis, 1397 ; Desfossés, 1381 ; Gatién et al, 1383 ; Harnois, 1382 ; Joubert, 1397 ; Lacroix, 1381 ; Larivière, 1382 ; L'Union Saint-Joseph de Montréal, 1381 ; Marsan & Frère, 1383 ; Milotte, 1397 ; Miner, 1382 ; Plamondon & Cie, 1397 ; Polley, 1382 ; Robert, 1383 ; Strang, 1397 ; Vermette, 1381.

LETTRES PATENTES : — Compagnie Zootechnique de Labelle, 1394 ; La Cie A. Leduc, 1396 ; La Cie d'Automobiles et d'Omnibus de Québec et Lévis, 1373 ; Taynton Apartments Coy, 1371 ; The B. & A. Asbestos Coy, 1372 ; The Standard Hotel Coy, 1394.

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES : — Dominion Loose Leaf Ltd, 1394 ; The Mastigouche Fish & Game Club, 1395 ; Thetford Asbestos Mining Coy, 1370.

NOMINATIONS : — Conseils en Loi du Roy : — District de Montréal, 1367 ; District de Québec, 1367.

ORDRES DE COUR : — Guay vs Auger, 1383.

PROCLAMATIONS : — Canton Brodeur établi, 1367 ; Convocation des Chambres, 1369.

RÉSOLUTIONS : — Conseil municipal, comté de Mégantic, 1378 ; Conseil municipal, comté de Mégantic, 1377.

VENTE PAR LICITATION : — Tremblay vs Dame Tremblay et al, 1344.

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES : — Corporation de la ville de Longueuil, 1398.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA : — Hopkins & qual. et al vs The Premier Asbestos Co., 1385.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 30.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY : — Dmes Bédard vs Tétrault, 1380 ; Benard vs Larouche, 1380 ; Candour vs Aboussafy, 1378 ; Charron vs Diotte, 1379 ; Choquette vs Archambault, 1380 ; Flanders vs Alger, 1380 ; Gauvin vs Robert, 1396 ; Krokover vs Besner, 1379 ; MacQueen vs O'Farrell, 1380 ; Mercier vs Gardner, 1379 ; Pichette vs Gladu, 1379 ; Rabinovitch vs Dorobaner, 1379.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices, &c 1367.

MEETING : — Examiners of candidates for the office of school inspector, 1373.

INSURANCE : — Mutual Fire Insurance Coy of the parish of Saint Robert, 1378.

PRIVATE BILLS, P.Q. : — Notices respecting the : — Legislative Assembly, 1375 ; Legislative Council, 1373.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS : — The West India Coy Ltd., 1394.

APPLICATION TO THE LEGISLATURE : — The Laurentian Society for the Treatment and Control of Tuberculosis, 1377.

INSOLVENTS : — Beauchemin, 1382 ; Boisvert, 1381 ; Boulanger, 1397 ; Dennis, 1397 ; Desfossés, 1381 ; Gatién et al, 1383 ; Harnois, 1382 ; Joubert, 1397 ; Lacroix, 1381 ; Larivière, 1382 ; L'Union Saint-Joseph de Montréal, 1381 ; Marsan & Frère, 1383 ; Milotte, 1397 ; Hiner, 1382 ; Plamondon & Cie, 1397 ; Polley, 1382 ; Robert, 1383 ; Strang, 1397 ; Vermette, 1381.

LETTERS PATENT : — Compagnie Zootechnique de Labelle, 1394 ; La Cie A. Leduc, 1396 ; La Cie d'Automobiles et d'Omnibus de Québec et Lévis, 1373 ; Taynton Apartments Coy, 1371 ; The B. & A. Asbestos Coy, 1372 ; The Standard Hotel Coy, 1394.

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT : — Dominion Loose Leaf Ltd, 1394 ; The Mastigouche Fish & Game Club, 1395 ; Thetford Asbestos Mining Coy, 1370.

POINTMENTS : — King's Counsel : — District of Montreal, 1367 ; District of Quebec, 1367.

ORDERS OF COURT : — Guay vs Auger, 1383.

PROCLAMATIONS : — Township Brodeur established, 1367 ; Parliament convoked, 1369.

RÉSOLUTIONS : — Municipal council, county of Mégantic, 1378 ; Municipal council, county of Mégantic, 1377.

SALES BY LICITATION : — Tremblay vs Dame Tremblay et al, 1384.

SALES FOR MUNICIPAL TAXES : — Corporation de la ville de Longueuil, 1398.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA : — Hopkins & qual. et al vs The Premier Asbestos Coy, 1385.

BEAUCHE :—Armstrong Mfg Coy vs Giguère, 1386.

CHICOUTIMI :—Braun vs Tremblay, 1386.

IBERVILLE :—Ex-parte : Cleather, 1386.

JOLIETTE :—Beauchamp vs Laporte, 1387 ; Ethier (Dme) vs Riopel, 1387.

MONTREAL :—Dme Baltzly et al ès-qual vs Wilcock, 1388.

QUÉBEC :—Blais vs Hudon, 1388 ; Lantagne (Dme) vs Rousseau, 1388.

RICHELIEU :—Loranger vs Peat Gas Coal Co, 1389.

RIMOUSKI :—Landry vs Desrosiers, 1290 ; Lauzier, failli, 1389.

SAINT-FRANÇOIS :—Godbout vs Godbout, 1391 ; Shurtleff vs Mosher et al, 1390 ; The Eastern Townships Bank vs Lavoie et al, 1391.

SAINT-HYACINTHE :—Boulais, failli, 1392 ; La Banque Saint-Hyacinthe et al vs Dépôt, 1392.

TROIS-RIVIÈRES :—Forman vs Beaupré, 1393 ; Legendre (Dme) vs Laramée, 1393.

BEAUCHE :—Armstrong Mfg Coy vs Giguère, 1385.

CHICOUTIMI :—Braun vs Tremblay, 1386.

IBERVILLE :—Ex-parte : Cleather, 1386.

JOLIETTE :—Beauchamp vs Laporte, 1387 ; Ethier (Dme) vs Riopel, 1387.

MONTREAL :—Dme Baltzly et al ès-qual vs Wilcock, 1388.

QUÉBEC :—Blais vs Hudon, 1388 ; Lantagne vs Rousseau, 1388.

RICHELIEU :—Loranger vs Peat Gas Coal Co, 1389.

RIMOUSKI :—Landry vs Desrosiers, 1290 ; Lauzier, insolvent, 1389.

SAINT-FRANÇOIS :—Godbout vs Godbout, 1391 ; Shurtleff vs Mosher et al, 1390 ; The Eastern Townships Bank vs Lavoie et al, 1391.

SAINT-HYACINTHE :—Boulais, insolvent, 1392 ; La Banque Saint-Hyacinthe et al vs Dépôt, 1392.

TROIS-RIVIÈRES :—Forman vs Beaupré, 1393 ; Legendre (Dme) vs Laramée, 1393.

